Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944)

Insa Meinen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/978>

DOI : 10.4000/cmc.978

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 161-203

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Insa Meinen, « Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 6 | 2005, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 14 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/978> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.978>

Face à la traque **Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944)**

Insa Meinen

Entre août 1942 et juillet 1944, les autorités allemandes d'occupation déportèrent à Auschwitz, via Malines, 24.906 Juifs de Belgique et du nord de la France. Ils ne furent que 1.195 à survivre à la fin de la guerre¹. La question centrale de savoir comment les Juifs déportés tombèrent aux mains des Allemands et se retrouvèrent au camp de transit de Malines n'a été à ce jour qu'insuffisamment tirée au clair. Qui arrêtait femmes, hommes et enfants juifs ? Comment les Juifs s'efforçaient-ils de parer à l'arrestation ? Quel rapport de réciprocité existait-il entre les stratégies d'évitement, de fuite et de survie de la population juive d'une part, la technique d'arrestation et le nombre des victimes d'autre part ? Un projet de recherche, dont sont présentés ci-dessous les premiers résultats, s'est attaché à ces questions².

Nous devons notre image de la « solution finale de la question juive » en Belgique à l'analyse pionnière de Maxime Steinberg. En ce qui concerne les arrestations, Steinberg se concentre dans tous ses tra-

¹ *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, présenté par S. Klarsfeld et M. Steinberg, Bruxelles-New York, 1982.

² Placé sous la direction de Wolfgang Seibel (Université de Constance), le projet est mené depuis juin 2005, sous le titre *Differenzierung und Individualisierung der Verfolgung. Die Transformation von Verfolgungsnetzwerken des Holocaust am Beispiel Belgiens, 1940-1944*, grâce à un financement de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*. La présente recherche a pu compter sur la collaboration du Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés (Céges), de la Fondation de la Mémoire contemporaine (Bruxelles), du Musée juif de la Déportation et de la Résistance (Malines), du Service des Victimes de la Guerre auprès du Service public fédéral Sécurité sociale (Bruxelles). Je remercie pour leurs remarques et leurs informations Ward Adriaens, Frank Caestecker, Jacques Déom, Gert De Prins, Barbara Dickschen, Jean-Marc Dreyfus, José Gotovitch, Pim Griffioen, Eric Laureys, Catherine Massange, Ahlrich Meyer, Thierry Rozenblum, Alexander Ruoff, Lieven Saerens, Laurence Schram, Jean-Philippe Schreiber, Maxime Steinberg, Bernard Suchecsky, Gerd Ueberschär, Rudi Van Doorslaer, Sophie Vandepontseele et Nico Wouters. La présente contribution a été traduite de l'allemand par Jacques Déom.

vaux sur ce qu'il appelle « les cent jours de la déportation »³. Il entend par là la période dramatique qui va d'août à octobre 1942, durant laquelle les Allemands déportèrent près des deux tiers de ceux qui arrivèrent à Auschwitz. Steinberg considère également ces « cent jours » comme la phase décisive du judéocide en Belgique, parce que ce fut le moment des grandes opérations d'arrestation, pour lesquelles les occupants purent tabler sur la collaboration de l'Association des Juifs en Belgique (AJB) mise en place par le commandant militaire (*Militärbefehlshaber*), ainsi que sur celle des autorités belges d'Anvers. Dès la fin de l'été 1942, la *Sicherheitspolizei* et le *Sicherheitsdienst* (*Sipo-SD*) et l'administration militaire perdirent, selon Steinberg, le contrôle des événements, dans la mesure où la population juive immigrée plongea dans la clandestinité. Les « cent jours de la déportation » firent place au temps de la résistance juive. C'est pourquoi les Allemands ne purent plus, au cours des deux années qui suivirent, procéder à des arrestations massives, ni même parvenir à mettre la main fût-ce sur un nombre de Juifs moitié moindre que celui arrêté entre août et octobre 1942.

Si grande que soit l'importance de l'interprétation de Steinberg pour la compréhension de l'histoire du judéocide et de la résistance juive à la « solution finale » allemande en Belgique, je pense qu'il est néanmoins possible de considérer les faits historiques sous un angle nouveau. Si l'on écarte la périodisation évoquée plus haut et que l'on prend pour point de départ la question centrale de savoir comment les Juifs déportés de Belgique se sont retrouvés aux mains des Allemands, l'examen critique des chiffres montre que les grandes opérations d'arrestation de l'été 1942 ne revêtirent qu'une importance limitée.

Pour mettre la main sur la masse de la population juive, le pouvoir allemand appliqua trois techniques : 1. les « ordres de mise au travail » (*Arbeitseinsatzbefehle*), qui imposaient aux destinataires, nominativement désignés, de se présenter au camp de transit de Malines en vue de la déportation en Allemagne ; 2. les grandes rafles et 3. le recours aux travailleurs forcés juifs de Belgique que l'administration militaire avait

³ Outre l'étude principale, en quatre volumes, de M. Steinberg *L'Étoile et le fusil* [La question juive, 1940-1942, Bruxelles, 1983 ; Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique, Bruxelles, 1984 ; La traque des Juifs 1942-1944, 2 vols., Bruxelles, 1986], voir en particulier *Id.*, *La persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, 2004.

internés depuis le printemps 1942 dans les camps de l'Organisation Todt dans le nord de la France.

3.956 personnes au maximum obtempérèrent aux convocations pour la « mise au travail » que la *Sipo-SD* fit, entre juillet et septembre 1942, parvenir à 12.000 Juifs au moins⁴. Lors des rafles collectives effectuées à Anvers et à Bruxelles en août et en septembre 1942, les forces de police allemandes et belges arrêtaient au total 3.196 hommes, femmes et enfants juifs⁵. Fin octobre, quelque 1.685 Juifs furent déportés à Auschwitz via Malines à partir des camps de travail du nord de la France⁶. Lors de quatre autres opérations de police que les autorités d'occupation effectuèrent à Liège et dans le nord de la France entre août et octobre 1942, elles s'emparèrent de 716 Juifs⁷. Ainsi, ce furent au total 9.553 Juifs qui furent victimes des grandes vagues d'arrestations de l'année 1942. En même temps, les Allemands doivent pourtant dès l'époque des « cent jours » s'être emparés, individuellement ou en petits groupes, de 7.068 femmes, enfants et hommes juifs.

⁴ L. Schram, « Les convocations pour le travail à l'Est », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les Curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 319-344, ici 336. M. Steinberg (*La Persécution...*, p. 250) admet que 3.908 Juifs seulement obtempérèrent à l'ordre de mise au travail. On ne pourra en fait en établir le nombre exact, vu que l'on ne dispose que des listes des convois, sur lesquelles le numéro de l'ordre de mise au travail était au besoin mentionné. Il est pourtant très probable que tous les Juifs dont le numéro est mentionné ne se sont pas présentés en personne au camp de Malines, du fait que les autorités allemandes arrêtaient aussi des Juifs qui portaient sur eux un ordre de mise au travail. De plus, des policiers belges appréhendèrent, lors de la première rafle d'Anvers en août 1942, des Juifs pour qui un ordre de mise au travail avait été établi. Cfr. L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, 2000, pp. 601-602.

⁵ Cfr. M. Steinberg, *La persécution...*, p. 279 ; p. 259 (n. 120) ; p. 300 (n. 12) ; p. 304 (n. 72) ; p. 305 (n. 94). Steinberg justifie à mon avis de manière convaincante le fait qu'il admet, pour les rafles du mois d'août à Anvers, des chiffres quelque peu inférieurs à ceux avancés par Lieven Saerens (*Vreemdelingen...*, pp. 592-630).

⁶ Cfr. S. Vandepontseele, « Le travail obligatoire des Juifs en Belgique et dans le nord de la France », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs...*, pp. 189-231. Dans le *Mémorial* compilé par Klarsfeld et Steinberg (voir note 1), p. 28, le nombre de déportés indiqué est de 1.641.

⁷ Ces opérations d'arrestation ont amené au camp de Malines 175 Juifs de Liège et 541 du nord de la France. Voir Th. Rozenblum, « Une cité si ardente. L'administration communale de Liège et la persécution des Juifs, 1940-1942 », dans *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 179, 2003, pp. 9-73, ici pp. 44-45, et le *Lagebericht der Oberfeldkommandantur Lille* pour la période 1.8.-31.10.1942 du 31.10.1942, p. 6, Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés (CEGES), I. 3/22.

Autrement dit : plus de 40 % des Juifs que la puissance occupante déporta à Auschwitz entre août et octobre 1942 *ne se retrouva pas* au camp de Malines à la suite de convocations ou de rafles.

Dans la suite, il n'y eut plus qu'un seul cas d'arrestation d'un groupe important, lorsque, dans la nuit du 3 au 4 septembre 1943, la *Sipo-SD* s'en prit aux Juifs de nationalité belge. Au cours du transfert des prisonniers à Malines, neuf Juifs trouvèrent la mort. 794 femmes, enfants et hommes juifs furent déportés⁸. Les grandes opérations d'arrestation amenèrent donc en tout quelque 10.400 des 24.906 Juifs (soit 42 %) dans les trains de la déportation vers Auschwitz.

Si l'on inverse la perspective, plus de la moitié des Juifs déportés de Belgique furent arrêtés individuellement ou en petits groupes. Cette situation atteste, dans une comparaison à l'échelle de l'Europe occidentale, d'une différence essentielle entre la Belgique d'une part et la France et les Pays-Bas de l'autre, du fait que dans les deux États voisins des opérations d'arrestation d'une certaine ampleur s'avérèrent prépondérantes⁹. Ce qui suscite une série de questions. L'une d'entre elles porte sur l'identité des services et acteurs mêlés à l'arrestation des Juifs et sur l'importance de la coopération entre autorités allemandes et belges dans le processus.

L'importance de la collaboration entre autorités allemandes et belges

Selon moi, il convient d'accorder moins de poids à la coopération des autorités belges que l'état de la recherche le donne à penser. Lieven Saerens et Maxime Steinberg attribuent en tout premier lieu à l'administration et à la police anversoises le fait qu'un pourcentage extrêmement élevé – comparativement à Bruxelles – des Juifs enregistrés

⁸ 829 Juifs arrêtés furent enregistrés à Malines, *Mémorial* (voir note 1), p. 32. Selon le procès-verbal des collèges des secrétaires généraux du 8.9.1943 (CEGES, L3), auquel la recherche a également eu recours, les Allemands auraient arrêté au total à Bruxelles et Anvers 975 Juifs dans la nuit du 3 au 4 septembre 1943.

⁹ Cfr. S. Klarsfeld. *Vichy-Auschwitz. La « Solution finale » de la question juive en France*, Paris, 1983-1985, nouvelle édition : *La Shoah en France*, t. 1, Paris, 2001, *passim* ; P. Griffioen – R. Zeller, « Niederlande – Polizeiliche Verfolgung und Deportationen », dans W. Seibel (Ed.), *Nationale Berichte, Forschungsprojekt "Holocaust und Polykratie in Westeuropa, 1940-1944"*, Université de Constance, pp. 1-121, ici pp. 59-75.

à Anvers fut victime de la « solution finale »¹⁰. Steinberg a très tôt établi la comparaison avec la collaboration imputable au régime français de Vichy. Il voit dans les grandes rafles auxquelles la police anversoise collabora en août 1942 le pendant de la grande rafle française (rafle du Vélodrome d'Hiver) que la police de Paris effectua sous sa propre responsabilité les 16 et 17 juillet 1942 et au cours de laquelle 12.884 enfants, femmes et hommes juifs furent arrêtés et enfermés dans le vélodrome parisien¹¹. L'ampleur des rafles se différenciait pourtant considérablement dans les deux cas : tandis que la grande rafle de Paris livrait aux Allemands près de 17 % des Juifs déportés de France, les 1.896 personnes arrêtées lors des rafles effectuées en août à Anvers constituaient moins de 8 % des Juifs déportés de Belgique. Une ultime grande rafle, à laquelle furent mêlées des forces de police belges régulières – encore que de toute évidence seulement marginales –, amena à la mi-septembre 816 Juifs d'Anvers au camp de transit de Malines¹². Dans le cadre des grandes rafles que les Allemands effectuèrent en Belgique avec l'appui de la police belge, 2.712 Juifs furent arrêtés, donc moins de 11 % des victimes du judéocide en Belgique.

Même si l'on considère que des services administratifs et policiers belges collaborèrent, surtout à Anvers, à la déportation de travailleurs forcés juifs dans le nord de la France – auquel cas il ne s'agissait pas à proprement parler d'arrestations – et que l'administration militaire allemande fit déporter jusqu'à 1.685 de ces travailleurs forcés en octobre 1942 à Auschwitz via Malines, il saute aux yeux que la coopération des services administratifs et policiers belges lors des grandes vagues d'arrestation ne fut nullement cruciale dans la déportation des Juifs de Belgique.

Cette constatation ne correspond à aucune intention apologétique et ne contredit nullement le fait avéré que la responsabilité des autorités belges dans la persécution des Juifs ne se limite pas à leur coopéra-

¹⁰ Cfr. aussi un résumé de l'interprétation de L. Saerens dans *Id.*, « Judenverfolgung und Polykratie in Antwerpen (1940-1944) », dans *Bericht für das Forschungsprojekt "Holocaust und Polykratie in Westeuropa, 1940-1944"*, sous la direction de Wolfgang Seibel, Université de Constance, 2004, pp. 88-91 ; M. Steinberg, *La persécution...*, pp. 25, 134-135.

¹¹ Cfr. M. Steinberg, *ibid.* ; S. Klarsfeld, *La Shoah...*, p. 130.

¹² Pour les données chiffrées, voir n. 5 ; pour la rafle du 11 septembre 1942, voir L. Saerens, *Vreemdelingen...*, pp. 620-621.

tion dans les rafles et la déportation d'hommes juifs dans le nord de la France. Les recherches ont établi de manière convaincante quel rôle revint au Ministère belge de l'Intérieur et aux autorités communales, en particulier dans l'inscription des Juifs aux registres communaux, et comment l'administration et la police anversoises se sont de plus tristement signalées lors de la déportation de familles juives au Limbourg dès décembre 1940 et lors de la distribution de l'étoile en juin 1942¹³. Néanmoins j'estime que l'arrestation des Juifs à partir de juillet 1942 constitue un chapitre spécifique et doit faire l'objet de recherches distinctes. Car nous devons savoir qui a arrêté les femmes, les hommes et les enfants que les Allemands ont déportés de Belgique à Auschwitz.

Pour mesurer l'importance de la collaboration des autorités belges et allemandes, un coup d'œil sur l'étranger se révèle des plus éclairants. La comparaison avec la France montre d'abord à mon avis combien fut limité le rôle des services belges, ou, en d'autres termes, à quelles mesures de persécution les organes policiers et administratifs belges *n'ont pas* pris part. Pour ne citer que quelques points essentiels :

- alors que la *Sipo-SD* pouvait, pour l'arrestation des Juifs de France, s'appuyer sur un projet de collaboration centralisé avec le régime de Vichy qui fut négocié au plus haut niveau, la police belge ne fut à sa disposition pour arrêter des Juifs que dans la région anversoise et seulement jusqu'à l'automne 1942.

- contrairement aux représentants autorisés du gouvernement de Vichy, qui se déclarèrent d'abord, en juillet 1942, prêts à arrêter les Juifs étrangers et proposèrent peu après à la *Sipo-SD* de déporter les enfants, ce que les directives de l'époque de l'Office central de Sécurité du *Reich* (*RSHA*) excluaient encore, aucun représentant de haut rang de l'appareil d'État belge ne soumit aux Allemands de propositions suggérant le choix des victimes¹⁴. Des services belges subalternes n'eurent pas davantage d'influence sur celui-ci.

- tandis que – outre le système des camps qu'elles géraient en zone sud – les autorités de Vichy administraient et surveillaient les camps

¹³ Voir, outre les références déjà indiquées : Th. Delplanq, « Des Paroles et des actes. L'administration bruxelloise et le registre des Juifs, 1940-1941 », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 12, 2003, pp. 139-179.

¹⁴ Cfr. S. Klarsfeld, *La Shoah...*, t. 1, pp. 95-134.

d'internement de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers ainsi que le camp de transit de Drancy, le camp de concentration de Breendonk mis en place en Belgique par la puissance occupante relevait du chef de l'administration militaire et le camp de transit de Malines, créé en vue de la déportation des Juifs à Auschwitz, du représentant de la *Sicherheitspolizei* et du *SD* ; l'un et l'autre camp furent dirigés et surveillés par la *Sipo-SD*¹⁵.

La principale différence concerne les arrestations elles-mêmes. En France, on constatera avec Serge Klarsfeld « l'arrestation par la police régulière française de la très grande majorité des Juifs qui furent déportés »¹⁶. Que la préparation du judéocide et l'implication de forces de police locales en Belgique se soit déroulées tout autrement qu'en France, la part restreinte que prennent les Juifs appréhendés lors des rafles à Anvers dans le total des victimes n'est pas seule à le montrer. Au contraire, tout indique que la collaboration de forces de police belges ordinaires resta également marginale dans les arrestations individuelles, dont furent victimes, comme on l'a rappelé, la majorité des déportés.

À Bruxelles, le refus général de la police communale de procéder à des arrestations illégales constitua un bastion contre la mise en détention de femmes, d'hommes et d'enfants qui n'étaient soupçonnés d'aucun comportement répréhensible, mais qui se retrouvaient dans le collimateur des Allemands pour la seule raison qu'ils passaient pour juifs. C'est ainsi qu'échoua la tentative de la puissance occupante d'amener en juillet 1942 la police de Bruxelles à appréhender un groupe relativement important de Juifs que l'administration militaire voulait déporter dans le nord de la France vers les camps de l'Organisation Todt. Et deux mois plus tard, le bourgmestre Coelst refusa, en tant que chef de la police communale, de se prêter à la grande rafle qui frappa les Juifs étrangers, menée par les Allemands à Bruxelles au début septembre 1942 en vue de remplir les trains à destination

¹⁵ Ce n'est qu'en juin 1943 que les Allemands prirent eux-mêmes le contrôle du camp de Drancy, *ibid.*, pp. 275-277. Pour la mise sous tutelle des camps de Breendonk et de Malines, voir l'ordonnance de von Falkenhausen relative à l'« Organisation des Lagers Breendonk » du 12.5.1942, Bundesarchiv-Militärarchiv, Freiburg (BA-MA), RW 36/236, ainsi que la déclaration de l'ex-chef de la Gestapo de Bruxelles Straub du 1.9.1966, CEGES, AA 377/1, Bl. 369.

¹⁶ S. Klarsfeld, *La Shoah*..., t. 1, p. 10.

d'Auschwitz¹⁷. Dans l'arrestation individuelle de Juifs, la police de Bruxelles ne fut à l'évidence qu'exceptionnellement impliquée¹⁸.

En ce qui concerne Anvers, Lieven Saerens a relevé quinze cas dans lesquels des forces de police anversoises appréhendèrent individuellement des Juifs ou les placèrent sous surveillance pour le compte de la puissance occupante¹⁹. Que l'on ne puisse trouver davantage d'indications dans les documents essentiels portant sur ces faits ne permet assurément pas d'exclure que la police d'Anvers ait procédé à l'été 1942 à d'autres arrestations ou les ait soutenues, du fait que le refus général d'accéder aux demandes allemandes d'arrestation ne survint à Anvers qu'en novembre 1942²⁰. En tout état de cause, on peut sans doute considérer au vu de l'état de la documentation que la police belge ordinaire ne fut que sporadiquement mêlée, à l'époque des « cent

¹⁷ B. Majerus (« Logiques administratives et persécution antijuive. La police bruxelloise et les arrestations de 1942 », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 12, 2003, pp. 181-219) a mis à jour ces faits pour la première fois. Je tiens à lui exprimer mes sincères remerciements pour ses indications sur les fonds non inventoriés de la police de Bruxelles datant de la Seconde Guerre mondiale. Son interprétation, qui attribue les refus de la police et de l'administration bruxelloises à des raisons administratives, me semble néanmoins, sur des points essentiels, trop rapide. Cfr. I. Meinen, « Die Zusammenarbeit deutscher und belgischer Behörden bei der "Endlösung der Judenfrage" in Belgien », *Bericht für das Forschungsprojekt, « Holocaust und Polykratie in Westeuropa, 1940-1944 »*, sous la direction de Wolfgang Seibel, Université de Constance, 2005, pp. 13-17, 19-21, 28-32, 45-48.

¹⁸ B. Majerus (*ibid.*, pp. 209-210) cite trois cas, qui sont, à ma connaissance, en même temps les seuls documentés dans les archives de la police de Bruxelles. Un seul d'entre eux concerne l'arrestation d'un Juif par des policiers belges au sens propre (Rapport du commissariat de Saint-Gilles, 31.7.1942, Archives de la Ville de Bruxelles [AVB], Police 40-45, 41). Dans un autre cas, des Allemands, membres du BdS, requièrent un policier belge en service avenue Louise de les conduire à une certaine adresse, l'emmenèrent à cet effet – l'utilisation de policiers belges comme guides des forces de police allemandes était aussi usuelle que discutée – et y arrêtaient eux-mêmes un Juif (Rapport de la 6^e Division du 10.7.1942, AVB, Police 40-45, 39). Dans le troisième exemple enfin, il y a erreur. Contrairement à ce qu'indique Majerus, ce n'est pas le policier belge de service, mais un membre du *Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps* (NSKK), qui amena avenue Louise une Juive qu'il avait arrêtée lui-même (Rapport du commissariat de police de Saint-Gilles, 17.4.1943, AVB, Police 40-45, 41). Le commissariat de Saint-Gilles demanda néanmoins à ce propos des ordres à la partie allemande après que l'homme du NSKK se soit présenté au poste de police communal avec sa victime.

¹⁹ Cfr. L. Saerens, *Vreemdelingen...*, pp. 607-607, 623-624; *Id.*, « Augustus 1942. De jodenvervolging in Borgerhout en de medewerking van de lokale politie », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 4 (2002), pp. 99-129, ici 128-129 ; *Id.*, « Judenverfolgung und Polykratie... », p. 82.

²⁰ Je remercie Lieven Saerens de ce renseignement.

jours », à l'arrestation individuelle de Juifs et que sa collaboration prit fin à l'automne 1942²¹.

À la réserve près qu'une étude approfondie sur ce point fait encore défaut, on ne devrait guère chercher dans les rangs de la police belge ordinaire les exécutants des arrestations individuelles. Contrairement à la France, la collaboration entre autorités allemandes et autorités locales ne constitua dès lors pas un facteur décisif dans la mise en œuvre du génocide en Belgique²².

Les services allemands

Dès lors, qui, en définitive, a arrêté la majorité des Juifs et dans quelles circonstances ? La question n'a pas fait jusqu'ici l'objet d'une recherche suffisante. Maxime Steinberg, qui a analysé les grandes opérations d'arrestation, ne s'attache explicitement pas aux arrestations individuelles ou en groupe²³. Au contraire, il examine pour quelles raisons plus de la moitié des Juifs belges ont réussi à échapper à la police allemande et à survivre. Ce faisant, il met l'accent sur la résistance organisée. Sa présentation globale indique pourtant au passage que des forces issues du milieu collaborationniste antisémite belge participèrent à partir de l'automne 1942 à la chasse aux Juifs, qu'il y eut des dénonciations venant de la population non juive et que la *Sipo-SD* put, à partir de 1943 au plus tard, faire en sorte que quelques Juifs identifient en rue d'autres Juifs²⁴. Nous devons à Lieven Saerens des informations supplémentaires sur les collaborateurs antisémites et les SS flamands auxquels la *Sipo-SD* eut recours à partir de l'automne 1942 pour traquer individuellement les Juifs²⁵. Son propos central ne

²¹ Cfr. L. Saerens, *Vreemdelingen...*, p. 630.

²² Il se peut que les recherches actuellement menées sous la direction de Rudi Van Doorslaer par le CEGES à la demande du Sénat belge nous en apprennent plus sur l'implication de l'administration et de la police belges dans la traque des Juifs.

²³ Cfr. M. Steinberg, *La Traque...*, vol. 1, p. 9.

²⁴ *Ibid.*, pp. 203-221 ; vol. 2, pp. 191-199.

²⁵ L. Saerens, *Vreemdelingen...*, pp. 630-641 ; *Id.* « Gewone Vlamingen ? De jodenjagers van de Vlaamse SS in Antwerpen, 1942 (Deel 1) », dans *Cahiers d'Histoire du temps présent*, n° 15, 2005, pp. 289-313.

porte cependant pas sur l'arrestation des Juifs, mais sur l'identification des auteurs. De plus, ses informations se limitent à Anvers.

Il convient d'examiner encore combien de Juifs furent arrêtés, par exemple, par des collaborateurs de l'Ordre nouveau ou sur base de dénonciations. Ou aussi, me semble-t-il, de faire référence aux organes allemands de répression, d'autant plus qu'étaient responsables de l'arrestation des Juifs et de leur internement en camp une série de services allemands dont nous ne savons que fort peu de choses, sinon rien. Outre le personnel de la *Sicherheitspolizei* et du *SD*, il faut prendre en compte la *Feldgendarmarie*, la *Geheime Feldpolizei*, le *Devisenschutzkommando*, les gardes-frontière (*Grenzwachtruppen*) et les services douaniers allemands (*Zolldienststellen*) aux frontières des Pays-Bas et de la France, les commandants des maisons d'arrêt et tribunaux des *Feld-* et *Oberfeldkommandanturen*. Que tous ces organes aient travaillé main dans la main lors de l'acheminement des Juifs au camp de Malines, les archives conservées du *Devisenschutzkommando*-Belgique le confirment exemplairement. Pour se limiter, c'est essentiellement sur cette instance que la présente étude se concentrera.

Comme le *Devisenschutzkommando* (DSK) collabora de multiples manières à la persécution des Juifs, il convient ici d'esquisser brièvement son histoire – d'ailleurs à peine connue – et son fonctionnement²⁶. Actifs durant la Seconde Guerre mondiale dans tous les pays occupés par l'Allemagne, des *Devisenschutzkommandos* se mirent en place en Belgique, en France et aux Pays-Bas dès mai et juin 1940²⁷. Leur tâche

²⁶ Pour les résultats des recherches sur le DSK, voir pour les Pays-Bas : G. Aalders, *Roof. De ontvreemding van joods bezit tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Den Haag, 1999, pp. 29-30, 55-56, 165, 193 ; pour la France : *Mission d'étude sur la spoliation des Juifs en France, Rapport général*, Paris, 2000, *passim*, ainsi que C. Andrieu (éd.), *La spoliation financière*, 2 vols., Paris, 2000, *passim*, et pour la Belgique : *Les biens des victimes des persécutions anti-juives en Belgique. Spoliation – Rétablissement des droits. Résultats de la Commission d'étude. Rapport final*, Bruxelles. Services du Premier ministre, 2 vol., 2001, *passim*, ainsi que E. Laureys, *Het diamantschaakspel. De politieke geschiedenis van de Belgische diamantsektor tussen Schemeroorlog en Koude Oorlog*, thèse de doctorat inédite VUB, Bruxelles, 2004, pp. 109-112 ; 215-219 ; 250-255 ; 280 ; I. Meinen, « Les autorités allemandes d'occupation et l'AJB », dans : J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs...*, pp. 57-90, ici 61.

²⁷ *Oberfinanzpräsident* de Cologne (Kühne) au commandant militaire pour la France (à l'attention de Michel), au commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France (à l'attention de Schlumprecht) et au commissaire du Reich pour les Pays-Bas (à l'attention de Fischböck), 6.1.1942, *German Records Microfilmed at Alexandria* (GRMA), T 78/R 61, 6018014 ; H. Umbreit,

consistait à rechercher devises, or et autres valeurs détenues par des particuliers, qui furent saisies par la force ou “réquisitionnées” au profit de l’économie de guerre allemande. Leur intervention avait lieu à l’instigation du responsable du *Vierjahresplan* et reposait sur son autorisation et ses directives²⁸. Goering confia la direction transnationale du travail des *Kommandos* actifs en Europe occidentale au « chef du *Devisenschutz* dans les pays occupés », le *Regierungsrat* Staffeldt, que l’on dit avoir entretenu de fort bonnes relations personnelles avec le *Reichsmarschall*²⁹.

Les rapports de subordination étaient compliqués. On a à maintes reprises supposé que le *DSK* appartenait à l’appareil policier de Heinrich Himmler³⁰. Comme l’atteste une ordonnance du *Reichssicherheitshauptamt*, le *Devisenschutzkommando* pour la France fut en fait subordonné au représentant du chef de la *Sicherheitspolizei* et du *SD* pour la France et la Belgique, le *SS-Standartenführer* Max Thomas³¹. Cela ne valait néanmoins pas pour le *DSK*-Belgique, qui était plutôt subordonné au commandant militaire³². On se gardera de minimiser

« Auf dem Weg zur Kontinentalherrschaft », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt (Ed.), *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Bd. 5.1, Stuttgart, 1988, pp. 3-345, ici p. 224.

²⁸ *Oberfinanzpräsident* de Cologne au *Regierungspräsident* d’Aix-la-Chapelle, 18.6.1940, Hauptstaatsarchiv Düsseldorf (HStAD), Reg. Aachen, Nr. 19988, Bl. 32 (Ahrlich Meyer a mis à ma disposition cette lettre et d’autres documents du HStAD cités dans cet article) ; lettre du chef du *Devisenschutzkommando*-Belgique (Rahier) du 12.9.1940, Bundesarchiv-Militärarchiv, Freiburg (BA-MA), RW 36/327 ; Rapport final de l’Administration militaire, 16^e partie (*Treuhandvermögen*), BA-MA, RW 36/227, p. 79 ; Rapport final de l’Administration militaire, 10^e partie (*Devisenverkehr*), sans date, CEGES, AA 577/7, p. 10. Pour l’influence de Goering sur l’action du *DSK*, voir aussi un dossier de la section économique de l’administration militaire touchant la lutte contre le marché noir (1941-1944), GRMA, T 77/R 1217.

²⁹ Note du Dr. Domke (MBB *MV*Chef *Wirtschaftsabteilung Generalreferat, Wirtschaftsüberwachung*) du 14.5.1943, GRMA, T 77/R 1217, 000825. Staffeldt était membre du *Devisenfahndungsamt* créé par Goering en 1936 et qui était dirigé par Reinhard Heydrich, le chef de la *Sicherheitspolizei* et du *SD*. Note de Galleiske (Ministère des Finances du Reich) du 19.3.1941, au *Devisenfahndungsamt*, Nbg.Dok. NG-4091. Cf. P. Longerich, *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*, München, 1998, p. 124.

³⁰ Voir p. ex. Office of Military Government for Germany, United States (OMGUS), *Ermittlungen gegen die Dresdner Bank*, 1946, Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts (éd.), trad. par U. Bischoff, Nördlingen, 1986, p. 156 ; *Les biens des victimes...*, p. 63.

³¹ Ordonnance RSHA Amt I betr. « Organisation des Einsatzes der Sicherheitspolizei und des *SD* in Frankreich und Belgien » du 24.8.1940, HStAD, Rep. 158, Nr. 1698.

³² MBB *MV*Chef pers (Reinhold) au chef de la section économique (Schlumprecht), 14.1.1942, GRMA, T 78/R 61 ; Note du Dr. Domke (MBB *MV*Chef *Wi* *Generalreferat, Wirtschaftsüberwa-*

l'incidence, pour l'organisation en Belgique, de la volonté globale de Reeder, chef de l'administration militaire, de contrôler lui-même toutes les instances administratives situées dans son ressort. En tout cas, en pratique, le pouvoir d'initiative pour le *DSK* était le fait de la section économique de l'administration militaire, en premier lieu du *Gruppe V* (« *Auswärtiger Waren-, Zahlungs- und Devisenverkehr* »). Après un attentat mortel de la Résistance contre son chef, le Dr. Wolfgang Flad, son groupe devait, début 1943, être absorbé par le *Gruppe VIII* (« *Bank-, Geld- und Kreditwesen* »), dirigé par le Dr. Hofrichter, instance qui reçut alors aussi l'autorité sur le *DSK*³³.

Par contre, au début de 1942 encore, l'incertitude régnait au sein de l'administration militaire quant à la hiérarchie personnelle et disciplinaire des membres du *DSK*, d'autant plus que l'*Oberfinanzpräsident* de Cologne, Kühne, insistait pour être chargé par le ministre des Finances du *Reich* de la supervision personnelle des membres du *DSK* à l'œuvre en Europe occidentale³⁴. En fait, les *Devisenschutzkommandos* étaient des services de l'Administration des Finances du *Reich*. Ils furent constitués à partir de fonctionnaires des douanes et le chef du bureau des recherches de la douane (*Zollfahndungsstelle*) de Cologne, qui était domicilié chez l'*Oberfinanzpräsident* du lieu, arriva en mai 1940 à Bruxelles avec les troupes allemandes, pour prendre en main la direction du *DSK*-Belgique. Après que l'état-major du commandant militaire eut fait valoir « qu'il s'agit, parlant des membres du *DSK*, de civils, qui sont soumis à la *Wehrmacht* ou œuvrent directement sous ses ordres »³⁵, l'état-major de Reeder s'imposa à l'Administration des Finances du *Reich*³⁶.

chung) du 1.6.1943, GRMA, T 77/R 1217, 000828 ; Rapport final de l'Administration militaire. 10^e partie (*Devisenverkehr*), sans date, CEGES, AA 577/7, p. 10.

³³ Rapport d'activité n° 23 de l'administration militaire du 15.4.1943, p. B 1, CEGES, L 3. Flad avait dirigé dès 1940 le *Gruppe XII* (« Feind- und Judenvermögen »).

³⁴ Lettre du 6.1.1942 (voir note 27) ; voir aussi les ordonnances du ministre des Finances du *Reich* à l'*Oberfinanzpräsidenten* de Cologne du 22.7.1940 (s. Schlüter) et du 19.4.1941 (s. Maass), HStAD, BR 1336 Nr. 17, Bl. 4, 21.

³⁵ Note du *MBB MVChef pers* (Reinhold) du 11.4.1942, GRMA, T 78/R 61, 000820.

³⁶ C'est ainsi que l'administration militaire ne manqua pas de mener elle-même un procès pour faute professionnelle à charge du deuxième chef du *DSK*-Belgique que le ministre des Finances du *Reich* entendait en juin 1942 confier à Kühne : *Oberfinanzpräsident* à Cologne (Kühne) au chef

En ce qui concerne la situation effective des fonctionnaires du *DSK*, il convient d'ajouter qu'ils furent munis, dès 1940 et sur instruction du *Generalquartiermeister (Oberkommando des Heeres, OKH)*, de cartes de la *Geheime Feldpolizei*, qui était subordonnée au service *Ausland-Abwehr* à l'*Oberkommando* de la *Wehrmacht*. Toujours est-il que les hommes n'appartenaient ni à l'un des groupes de la *GFP* à l'œuvre en Belgique³⁷, ni ne portaient l'uniforme de la *GFP* – ils travaillaient essentiellement en civil³⁸. Le *Regierungsrat* Staffeldt, qui dirigeait les *Devisenschutzkommandos* actifs en Europe occidentale, aurait revêtu le grade de *Leitender Feldpolizeidirektor*³⁹. Ses fonctionnaires avaient des compétences de police en matière de perquisition, d'interrogatoire et d'arrestation et portaient des armes à feu.

Le *Devisenschutzkommando* ayant son siège à Bruxelles mit en place des bureaux extérieurs à Anvers, Gand, Namur, Charleroi, Liège et Luxembourg⁴⁰. Alors que les quatre derniers nommés furent successivement dissous à partir de 1941, les bureaux d'Anvers et de Gand continuèrent à travailler jusqu'à l'été 1944. L'appareil relativement limité du *DSK* (60 hommes au total en avril 1942) se trouva réduit fin juillet 1942 à 41 hommes, parmi lesquels 34 fonctionnaires et 7 chauff-

de la section économique du *MBB* (Schlumprecht), 15.1.1943. GRMA, T 78/R 61, 000869. On n'en sait pas davantage à ce jour sur ce procès.

³⁷ Les fonctionnaires du *DSK* possédaient la carte du groupe *Geheime Feldpolizei z.b.V.*, qui devait être justifiée par et employée pour des raisons de protection personnelle de Hitler. K. Gessner, *Geheime Feldpolizei*, Berlin (DDR), 1986, pp. 36 sqq.

³⁸ Au chapitre de l'habillement en civil, le *DSK*-Belgique sollicita au début 1942 de l'administration militaire l'autorisation de mettre à la disposition des fonctionnaires du *DSK* en vue de la confection de costumes le stock de tissus qu'il avait réquisitionné à Bruxelles en tant que « marchandise de contrebande » chez le commerçant juif Artur Hellmann. Chef du *DSK* Belgien (Rahier) à *OfK* 672, Ref. *Schleichhandel*, 20.2.1942, CEGES, AA 585/109. La volonté de passer inaperçu au cours d'enquêtes « discrètes » a dû être déterminante dans le fait que les agents du *DSK* officiaient sans leur uniforme de douaniers, qu'ils emportaient pourtant en cas de détachement hors des frontières du *Reich*. Ministre des Finances du Reich à l'*Oberfinanzpräsident* de Düsseldorf, 21.11.1940, HStAD, BR 1336, Nr. 24, Bl. 9.

³⁹ Laureys, *Het diamantschaakspel...*, p. 215. (L'appellation « *Geheimer Feldpolizeidirektor* » qu'on y lit est une erreur, ce grade n'existant pas.)

⁴⁰ Lettre du *MBB* MVChef Wi V (Flad) touchant l'« Organisation du *Devisenschutzkommando*-Belgique » du 7.3.1942, CEGES, AA 585/70/2 ; lettres de Staffeldt des 3.7.1942, 31.12.1942 et 20.1.1943, GRMA, T 78/R 61, 6018033, 6018065, 6018089.

feurs. À quoi s'ajoutaient quelque 10 employées civiles allemandes⁴¹. La majorité du personnel du *DSK* résidait à Bruxelles, vu le nombre restreint de ses collaborateurs attachés aux bureaux extérieurs⁴².

Le premier chef du *DSK*-Belgique, qui, comme on l'a rappelé, avait dirigé le bureau des recherches de la douane de Cologne avant de venir à Bruxelles, était le *Zollrat* Gerhard Rahier⁴³. Le 1^{er} juin 1942, Rahier fut relayé par l'*Oberzollinspektor* Fritz Berckholz. Berckholz était à ce moment depuis deux ans déjà collaborateur du *DSK*. Suite à son travail au bureau extérieur de Luxembourg, il avait dirigé depuis juin 1940 le bureau extérieur de Lille du *DSK* français⁴⁴. Lorsque Berckholz quitta l'année suivante le *DSK*-Belgique, son poste ne fut pas à nouveau pourvu, voire assumé par Staffeldt lui-même. Pour la gestion des affaires courantes, l'*Oberzollinspektor* Karl Möckel, devenu depuis 1942 chef *ad interim*, restait en charge. Möckel aussi avait été délégué en Belgique dès mai 1940, d'abord au bureau d'Anvers, qu'il avait dirigé de l'été 1941 au début 1942⁴⁵.

Pour la période ici considérée, à savoir à partir de la fin janvier 1942, ce fut d'abord le *Zollinspektor* Gerhard Wolkenstein qui occupa les fonctions de directeur du bureau d'Anvers⁴⁶. Au printemps ou à l'été 1943, un nouveau chef fut nommé, probablement le *Zollinspektor* Dradwinski, qui arriva en juin 1943 du *DSK*-Paris au bureau

⁴¹ Cet ordre de grandeur fut plus ou moins maintenu jusqu'à l'été 1944. Voir sur ces indications : lettre MBB Personalgruppe (Reinhold, s. Reeder) du 11.4.1942, lettre de Staffeldt du 31.12.1942 ; « Liste der Gefolgschaftsmitglieder des *DSK* Belgien » du 11.8.1943 ; lettres de Möckel des 7.1.1944 et 6.7.1944, GRMA, T 78/R 61, 6018021, 6018065, 6018114, 6018142, 6018162.

⁴² En août 1943, le *DSK*-Belgique comptait 45 collaborateurs. 32 d'entre eux (dont 21 fonctionnaires) travaillaient au bureau central de Bruxelles, 9 autres (dont 6 fonctionnaires) au bureau d'Anvers.

⁴³ Lettre de l'*Oberfinanzpräsident* de Cologne (Kühne) du 31.3.1942, GRMA, T 78/R 61, 6018011. Gerhard Rahier était âgé de 54 ans à son arrivée à Bruxelles et avait sa résidence à Cologne. (Sauf indication contraire, toutes les données personnelles qui suivent touchant les collaborateurs du *DSK* se fondent sur ce document.)

⁴⁴ L'*Oberzollinspektor* Fritz Berckholz venait de Magdebourg et avait 44 ans quand il prit la direction du *DSK*-Belgique. Berckholz fut révoqué au plus tard en août 1943.

⁴⁵ Möckel, né en 1894, rejoignit de Berlin le *DSK*-Belgique.

⁴⁶ Né en 1906. Wolkenstein venait de Breslau et était depuis mai 1940 au *DSK* de Bruxelles, avant d'être nommé le 26.1.1942 chef du bureau d'Anvers.

d'Anvers, et en assurait en tout cas la direction en 1944⁴⁷. La rotation de personnel s'étendait à plusieurs pays occupés par l'Allemagne et l'un au moins des membres du *DSK*-Bruxelles avait fait partie du *DSK*-Cracovie avant d'être muté en Belgique en mai 1940⁴⁸.

En outre, les douaniers du *DSK* apportaient une expérience et des habitudes de travail acquises sur le territoire du *Reich*. Les cadres et autres collaborateurs provenaient des bureaux de recherche de la douane (*Zollfahndungsstellen*), dont le *DSK* maintenait l'activité dans les pays occupés⁴⁹. Mis en place sous la République de Weimar dans les bureaux des contributions des *Länder* « pour combattre la contrebande par des méthodes policières et veiller au respect des interdictions d'importation, exportation et transit », les bureaux de recherche de la douane avaient à partir de 1935-1936 prioritairement pris en main le contrôle de l'application des dispositions constamment renforcées sur les devises⁵⁰.

⁴⁷ Cfr. sur ces données : « Liste der Gefolgschaftsmitglieder des *DSK* Belgien » du 11.8.1943, GRMA, T 78/R 61, 6018114 ; lettre du *DSK* Anvers (Dradwinski) du 12.5.1944, SVG, R494/Tr194.609.

⁴⁸ Liste de propositions du chef de l'administration militaire pour l'attribution de la Croix de guerre de 2^e classe du 18.7.1942 (projet), GRMA, T 78/R 61, 6018049.

⁴⁹ Le chef du *DSK*-Pays-Bas (Guth) venait du bureau d'enquête douanière de Dortmund, le bureau d'enquête de Cologne envoya Rahier à Bruxelles, et le bureau d'enquête auxiliaire d'Aix-la-Chapelle nomma le premier chef du bureau d'Anvers, Andres. Voir à ce sujet G. Blumberg, « Die Zollverwaltung und die Devisenstelle im Dritten Reich », dans W. Leesch *et al.*, *Geschichte der Finanzverfassung und -verwaltung in Westfalen seit 1815*, Münster, 1998, pp. 289-353, ici 345 ; E. Laureys, *Het diamantschaukspel...*, pp. 215-219. Au sein du *DSK*-Belgique officiaient d'autres fonctionnaires du bureau d'enquête de Cologne et de Berlin-Brandenburg et les chemises originelles, qui nous sont parvenues, des procédures d'enquête qu'il a menées portent la mention « Zollfahndungsstelle Aachen ». (Le bureau d'enquête d'Aix-la-Chapelle était devenu en 1931 bureau secondaire et avait été subordonné au bureau d'enquête de Cologne.)

⁵⁰ Contribution de W. Leesch, dans *Id. e. a.*, *Finanzverfassung...*, pp. 11-236, ici 163. Les *Landesfinanzämter* furent rebaptisés en 1937 *Oberfinanzdirektionen*. Sur l'action des bureaux d'enquête de la douane (*Zollfahndungsstellen*), voir P. Longerich, *Politik der Vernichtung...*, p. 124 ; I. Birkwald, « Die Steuerverwaltung im Dritten Reich », dans Leesch *e.a.*, *Finanzverfassung...*, pp. 239-288, ici 254-264 ; G. Blumberg, « Die Zollverwaltung... », pp. 317, 322-350 ; M. Friedenberger, « Die Rolle der Finanzverwaltung bei der Vertreibung, Verfolgung und Vernichtung der deutschen Juden », dans *Id. e. a.* (éds.), *Die Reichsfinanzverwaltung im Nationalsozialismus. Darstellung und Dokumente*, Bremen, 2002, pp. 10-94, en particulier pp. 42-47 ; S. Meinl – J. Zwilling, *Legalisierter Raub. Die Ausplünderung der Juden im Nationalsozialismus durch die Reichsfinanzverwaltung in Hessen*, Frankfurt, 2004 ; C. Füllberg-Stolberg, « Die Rolle der Oberfinanzbehörden bei der Vertreibung der Juden : Familie Seligmann aus Ronnenberg bei Hannover », dans *Zeiten-*

Leur activité visait en ordre principal les émigrés juifs. Pour garantir le paiement de l'impôt sur la sortie du *Reich* (*Reichsfluchtsteuer*)⁵¹ et empêcher que des valeurs ne soient emportées à l'étranger, ils récoltaient des informations sur les Juifs qui projetaient de quitter le pays, procédaient à des perquisitions et veillaient au blocage des comptes bancaires. À partir de 1938, alors que le pillage des émigrants juifs battait son plein, ils firent également ouvrir les coffres que des Juifs avaient en banque et contrôlèrent les biens, soumis à des limitations considérables, qu'emportaient les émigrants juifs. Ce faisant, les enquêteurs des douanes subordonnés aux *Oberfinanzpräsidenten* collaborèrent avec les autres services concernés de l'Administration des Finances, du Ministère de l'Économie, de la *Gestapo*, ainsi qu'avec le *Devisenfahndungsamt* de Goering, créé en 1936 et que dirigeait le chef de la *Sicherheitspolizei* et du *SD*, Reinhard Heydrich.

À partir de 1940, des fonctionnaires du *DSK* traquèrent en Europe occidentale occupée des émigrants juifs auxquels on reprochait d'avoir sans autorisation emporté leur fortune hors d'Allemagne ou d'avoir contrevenu au règlement sur le *Reichsfluchtsteuer*⁵². Ici encore, les douaniers ouvrirent à grande échelle des coffres bancaires, de Juifs comme de non-Juifs d'ailleurs. Conjointement avec d'autres services, le *DSK* appliqua le règlement sur les devises émanant du commandant militaire, qui fondait l'obligation de déclaration et de mise en vente pour les devises, l'or, les diamants, les titres, etc⁵³. Ses collaborateurs enquêtèrent sur des infractions à la réglementation sur les devises ainsi qu'à des dispositions supplémentaires, spécifiquement antijuives, et participèrent exemplairement dans ce cadre au dépouillement des Juifs. En ce qui concerne la collaboration avec les autres organes d'occupation compétents, on assista, touchant la chasse aux Juifs détenteurs de diamants, à des manœuvres tactiques et des conflits de

blicke, 3, 2004, Nr. 2.

URL: <http://zeitenblicke.historicum.net/2004/02/fuellberg-stolberg/index.html>, *passim*.

⁵¹ Introduit dès 1931, l'impôt sur la sortie du *Reich* compta après 1933 parmi les moyens d'enlever leur fortune aux Juifs émigrant d'Allemagne.

⁵² G. Blumberg, *Zollverwaltung*..., pp. 345 *sqq.* ; CEGES, AA 585/102/1.

⁵³ Ordonnance sur les devises du commandant militaire pour les territoires occupés de Belgique, Luxembourg et Nord de la France du 17.6.1940. *Verordnungsblatt* 2. édition du 17.6.1940, p. 51. Jusqu'au milieu de 1942 furent publiées en tout dix ordonnances d'application.

compétences entre le *DSK* et des membres du personnel de l'administration militaire⁵⁴. Néanmoins, dans l'ensemble, les documents conservés attestent d'une collaboration effective aux dépens des victimes. Un fonctionnaire supérieur du département économique souligna explicitement en mai 1943 sa bonne coopération avec le *DSK* et fit l'éloge des collaborateurs de ce dernier, « fonctionnaires bien formés d'une administration notoirement bonne »⁵⁵.

Les douaniers ne se limitaient à coup sûr nullement à suivre la piste des biens matériels. Le *Devisenschutzkommando* appartenait plutôt à ces unités de la police allemande qui transféraient des Juifs entre les mains de la *Sipo-SD* et dans les trains de déportation. On sait que le *DSK* était mentionné dans le “plan opérationnel” de la police pour la grande rafle des Juifs belges à Bruxelles les 3-4 septembre 1943⁵⁶. Cette nuit-là, les enquêteurs, qui avaient été pour partie envoyés des bureaux d'Anvers et de Gand à Bruxelles spécialement pour la rafle, soit onze pelotons d'intervention, perquisitionnèrent dans des douzaines d'appartements et livrèrent à la *Sipo-SD* les Juifs qu'ils trouvèrent⁵⁷. Ce qui n'a cependant pas retenu jusqu'ici l'attention des historiens, c'est le fait que le *DSK* ait régulièrement appréhendé des personnes et des familles juives, qu'il les ait livrées au *Judenreferat* et de surcroît, à partir d'août 1942, ait délibérément visé au transfert de Juifs vers le camp de Malines.

L'aide directe du *DSK* à la déportation des Juifs de Belgique s'étend sur toute la période qui va de l'été 1942 à l'été 1944. Dans le premier convoi, qui quitta Malines à destination d'Auschwitz le 4 août 1942, se trouvait le commerçant allemand Erich Berwin qui, au cours d'un exode commencé en 1933, parvint en juillet 1942 des Pays-Bas en

⁵⁴ E. Laureys, *Het diamantschaakspel*..., pp. 250-255.

⁵⁵ Note du Dr. Domke (MBB *MV*Chef *Wi* Generalreferat, Ref. *Wirtschaftsüberwachung*) du 14.5.1943, GRMA, T78/R61, 000825. Domke était responsable auprès du *Generalreferat* de la poursuite de la « contrebande », à laquelle le *DSK* participait également, bien qu'il n'eût jamais été chargé officiellement, contrairement à des projets conçus entre-temps par Goering, de la police du marché noir.

⁵⁶ S. Klarsfeld et M. Steinberg, *Dokumente. Die Endlösung der Judenfrage in Belgien*, Paris-New York, 1980, p. 78.

⁵⁷ Voir à ce propos dans les archives conservées du *DSK* (CEGES, AA 585) les dossiers 80/2, 585/111. Toutes les données qui suivent sur l'implication de douaniers nommément désignés à la rafle des Juifs belges à Bruxelles en septembre 1943 se fondent sur ces documents.

Belgique, où le *DSK* l'appréhenda peu après lors d'une rafle à la Bourse de Bruxelles. Aucune infraction à la réglementation sur les devises n'ayant pu être établie à sa charge – Berwin ne portait sur lui, lors de son arrestation, que 33 florins en tout et pour tout –, le *DSK* le livra à la *Sipo-SD*⁵⁸. Parmi les Juifs victimes du dernier convoi, en date du 31 juillet 1944, figurait Albert Da Costa, un Néerlandais de 58 ans. Un fonctionnaire du *DSK* l'avait, comme il le note littéralement dans le procès-verbal, « remis le 12 juin 1944 au *SD* de Bruxelles aux fins de transfert pour la mise au travail »⁵⁹.

Qu'il ne s'agisse pas là d'exceptions mais d'une collaboration systématique dans la déportation des Juifs, en témoigne une note touchant les « mesures contre les Juifs en vue de leur mise au travail » que le chef du *DSK*, l'*Oberzollinspektor* Berckholz, rédigea à la mi-août 1942. Au terme de celle-ci, pour tout Juif accusé de délit en matière de devises, pour autant qu'il soit âgé de 14 à 45 ans et ne soit pas protégé de la déportation en vertu de sa nationalité, les dispositions suivantes étaient d'application : « Les devises qu'il détient ainsi que les liquidités lui sont confisquées. Il est provisoirement arrêté et interné à la prison militaire. En même temps, il est mis à la disposition du *SD* en vue de sa mise au travail. Le *SD* prend les dispositions qui s'imposent »⁶⁰. Que les limites d'âge en question pouvaient être dépassées fut établi dès ce memorandum, et le *DSK* remit aussi à la *Sipo-SD* des enfants de moins de 14 ans⁶¹. En outre, le transfert en vue de la déportation ne dépendait pas du fait que le *DSK* trouvait ou non des devises ou autres valeurs sur les Juifs qu'il traquait. La déportation des Juifs était plutôt, pour les douaniers du *DSK*, un but en soi, et nombre des persécutés ne disposaient guère de beaucoup plus que ce qu'ils portaient sur eux. On y reviendra.

⁵⁸ CEGES, AA 585/110, Proc. II 483/42.

⁵⁹ Lettre du *DSK*-Bruxelles (Kessler) au *MV*Chef *Wirtschaftsabteilung Gruppe XII*, 24.6.1944, SVG, R494/Tr194.609. (Le 21.8.1944 encore (!), le *DSK* remis un couple de Juifs à la *Sipo-SD*.)

⁶⁰ *DSK*-Bruxelles (Berckholz) à la *Treuhandgesellschaft*-Bruxelles (Claasen), touchant : « *Devisenablieferung der zum Arbeitseinsatz herangezogenen Juden* », 18.8.1942, SVG, R494/Tr194.609.

⁶¹ CEGES, AA 585/42/3, Proc. EB 305/42.

Réactions et stratégies de défense des Juifs

Si nos connaissances quant aux responsables allemands et à leurs complices présentent encore, soixante ans après la fin de la guerre, des lacunes considérables, la constatation vaut *a fortiori* pour ce que nous savons des réactions de la population juive persécutée. Étant donné que les Juifs déportés de Belgique ne se retrouvèrent pas majoritairement à Malines par suite de rafles ou autres opérations d'arrestation massive, mais furent plutôt arrêtés individuellement ou en petits groupes, la question des stratégies de défense mises en œuvre par les Juifs revêt une importance capitale.

Cette question est liée à l'analyse de la Résistance juive proposée par Maxime Steinberg. Selon Steinberg, les occupants ne purent plus, à partir de l'automne 1942, procéder à des arrestations massives du fait que les Juifs présents sur le territoire belge, qui à plus de 90 % avaient déjà fui leur pays d'origine en raison de persécutions antisémites, étaient passés dans la clandestinité. Dans quelle mesure cette thèse est fondée et quelle relation chronologique et causale existe réellement entre les réactions de la population juive et les arrestations individuelles est en tout état de cause insuffisamment tiré au clair, parce que le comportement de fuite, contrairement à la résistance organisée, n'a pas à ce jour fait l'objet d'une étude précise⁶².

Alors que les structures de soutien du CDJ (Comité de Défense des Juifs), qui reposaient en premier lieu sur des Juifs, et qui ont surtout permis de sauver des enfants juifs, ont été présentées dans une série de témoignages et ont fait l'objet de publications scientifiques et journalistiques⁶³, nous ne savons encore que peu de choses des possibilités que

⁶² Bien que la thèse de M. Steinberg puisse se fonder notamment sur des documents allemands contemporains isolés, il m'apparaît très clairement que si la puissance occupante renonça pour une large part aux rafles de maison en maison, ce pourrait être dû à d'autres raisons, comme par exemple la ligne tactique de l'administration militaire, qui entendait procéder à la déportation des Juifs de la manière la moins voyante possible. Cfr. I. Meinen, *Die Zusammenarbeit...*, pp. 52-57.

⁶³ Voir e.a. L. Steinberg, *Le Comité de défense des Juifs en Belgique*. Bruxelles, 1973 ; M. Steinberg, *La Traque...*, vol. 1, *passim* ; D. Michman, (éd.), *Belgium and the Holocaust. Jews, Belgians, Germans*, Jerusalem, 2000 ; S. Brachfeld, *Ils ont survécu. Le sauvetage des Juifs en Belgique occupée*. Bruxelles, 2001 ; L. Saerens, « Die Hilfe für Juden in Belgien », dans W. Benz und J. Wetzel (Eds.), *Solidarität und Hilfe für Juden während der NS-Zeit*, vol 4, Berlin, 2004, pp. 193-280.

la masse de la population juive avait réellement de passer dans la clandestinité et à quelles conditions⁶⁴.

Il est dès lors extrêmement instructif de se demander où, dans quelles circonstances et par qui les Juifs furent arrêtés. Car une recherche menée sur les arrestations individuelles peut contribuer à éclairer la zone grise dans laquelle devait vivre la majorité de la population juive qui se refusait à donner suite aux ordres de mise au travail et n'appartenait pas pour autant à la Résistance⁶⁵. De plus, les stratégies de fuite et de survie développées par des Juifs sont documentées dans les sources primaires à prendre ici en compte. On trouve sans cesse de nouveaux cas dans lesquels la puissance occupante n'a pas été à même de s'emparer de Juifs parce que ces derniers purent s'enfuir peu avant ou au cours de leur arrestation. Parfois, des Juifs parvinrent même à s'affranchir après leur arrestation de la surveillance de fonctionnaires allemands. Lorsque l'inspecteur des douanes Göthling⁶⁶ du DSK-Bruxelles eut arrêté le 23 octobre 1942 deux couples juifs de Gouda et Amersfoort fuyant les Pays-Bas pour la Suisse et voulut les amener à la prison de Saint-Gilles, Elisabeth Blazer, 50 ans, et son mari, de quatre ans plus âgé, parvinrent, vers 20 h 30, juste avant la prison, à prendre la fuite⁶⁷. Elisabeth Blazer fut reprise et déportée avec le couple Mirjam et Juda Weyl par le XVIII^e convoi de Malines à Auschwitz, tandis que Benjamin Blazer échappait aux Allemands à la faveur de l'obscurité.

Dans de nombreux autres cas, il s'agit de dossiers administratifs détaillés à propos de personnes ou de familles juives, qui tombèrent aux mains des Allemands, bien qu'elles soient passées dans la clandestinité ou aient pris sur elles le risque d'une émigration illégale et aient parfois déjà derrière elles un exil en plusieurs étapes.

⁶⁴ Cfr. J.-Ph. Schreiber, « La Belgique et les Juifs sous l'occupation nazie. L'histoire au-delà des mythes », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 4, 2002, pp. 59-97, ici 79-81.

⁶⁵ Cette idée doit beaucoup aux remarques stimulantes de Jean-Philippe Schreiber (« Entre communauté traditionnelle et communauté obligatoire »), dans *Id.* — R. Van Doorslaer (Eds.), *Les Curateurs...*, pp. 91-140, ici 92-94).

⁶⁶ Tout ce que l'on a pu apprendre jusqu'ici sur Göthling, c'est que le *Zollinspektor* appartenait au DSK-Bruxelles depuis juin 1941 et que, promu entre-temps au grade de *Oberzollinspektor*, il participa à la rafle des Juifs de nationalité belge à Bruxelles en septembre 1943.

⁶⁷ Note DSK-Bruxelles (Göthling) du 23.10.1942, AA 585/110, Proc. II 717/42.

Les documents du *DSK* qui nous sont parvenus permettent de conclure que beaucoup des déportés avaient tenté de se protéger contre les mesures de persécution et de se mettre en sûreté avant d'être arrêtés. Ainsi des Juifs qui tentaient de se procurer des faux papiers ou des devises pour fuir vers la France non occupée tombèrent sur des mouchards, qui travaillaient pour des organes de la police allemande. Les fonctionnaires appréhendèrent également des Juifs qui disposaient de faux papiers, ne portaient pas l'étoile ou ne s'étaient pas fait enregistrer. Exemple : trois jours après le départ du premier convoi de Malines, l'inspecteur des douanes Hellvoigt⁶⁸ du *DSK*-Bruxelles perquisitionna au domicile de Zelman Rembalski, 44 ans, au 3 rue Frère-Orban. On ne trouva pas les devises, indiquées par un mouchard, que Rembalski était censé posséder. Hellvoigt constata néanmoins que Rembalski ne portait pas l'étoile et avait une fausse carte d'identité. Le douanier fit interner séance tenante Rembalski à la prison militaire de Saint-Gilles et le livra en même temps au représentant de la *Sipo-SD*, en appelant explicitement à sa déportation : « Je le considère comme apte à être employé dans un camp de travail »⁶⁹. Zelman Rembalski fut déporté à Auschwitz par le XIII^e convoi et ne revint pas.

D'autres arrestations de personnes cachées eurent lieu. Ainsi sont consignées dans les documents les tentatives pour se sauver de familles juives qui, à l'été 1942, s'enfuirent par exemple d'Anvers ou de Malines vers l'agglomération bruxelloise et y trouvèrent refuge dans des appartements privés⁷⁰. Au début septembre 1942, le *Zollsekretär* Bertrand repéra une famille de trois personnes, les Friedman, qui, après avoir reçu un ordre de mise au travail, s'étaient réfugiées dans une pension à l'extérieur de Bruxelles, et prit contact par téléphone avec le *SD* pour qu'il soit procédé à leur arrestation⁷¹. Plusieurs autres Juifs qui résidaient dans cette pension réussirent à prendre la fuite – en abandonnant leurs bagages, réquisitionnés sur-le-champ – alors que le fonc-

⁶⁸ Karl Hellvoigt, né à Itzehoe en 1906, habitant à Cologne, à partir de mai 1940 chef du bureau de Liège du *Devisenschutzkommando* Belgique, dirigea à partir de juillet 1942 au plus tard le groupe de recherche du bureau de Bruxelles.

⁶⁹ Note *DSK*-Bruxelles (Hellvoigt), 7.8.1942, CEGES, AA 585/110, Proc. II 456/42.

⁷⁰ Voir p. ex. CEGES, AA 585/110.

⁷¹ Bertrand était depuis novembre 1941 au *DSK*-Belgique et devait participer début septembre 1943 à la grande rafle des Juifs belges à Bruxelles.

tionnaire avait déjà pénétré dans la maison et procédait à l'interrogatoire de Friedman⁷². Par contre, à la mi-novembre 1942, un groupe entier de dix adultes et deux enfants, qui s'était vraisemblablement cachés depuis la mi-septembre dans une maison d'Uccle se retrouva aux mains du *DSK*. Tandis que, comme souvent, on ne trouvait pas trace de devises, l'enquêteur Bertrand fit emmener tous ces Juifs par la *Sipo-SD*⁷³.

Parmi eux se trouvait le tailleur Szlama Magier, 46 ans, et sa fille Margarethe, 23 ans, avec son mari, de 7 ans plus âgé, le représentant de commerce Hans Fritz et sa fille Monika, 4 ans. Margarethe Magier et Hans Fritz étaient tous deux nés à Vienne. Fin 1936, Hans Fritz fut interné un mois au moins à la prison de Saarbrücken. Leur fille Monika était née à Bruxelles en 1938. Les autorités belges déportèrent Hans Fritz, vraisemblablement lors de l'invasion allemande, vers le camp de Saint-Cyprien dans le midi de la France, d'où il put ultérieurement regagner Bruxelles. Après l'arrestation par le *DSK* en novembre 1942, la puissance occupante déporta la famille Fritz le 15 janvier 1943 par le XVIII^e convoi à destination d'Auschwitz. Les parents s'échappèrent du train avec leur fille entre Tirlemont et Liège. Hans Fritz fut réarrêté. Le 19 avril 1943, il fut déporté pour la seconde fois. Il se trouvait dans le XX^e convoi pour Auschwitz, dont s'enfuirent 231 Juifs⁷⁴. À nouveau, Hans Fritz parvint à s'échapper. Dans le même train se trouvait son beau-père Szlama Magier, qui fut déporté à Auschwitz, survécut à plusieurs camps et rentra en Belgique après la fin du régime nazi. Sa fille et la famille de celle-ci réussirent, fin 1943, grâce à de faux papiers, à gagner la France, où elles vécurent la Libération.

L'émigration clandestine

Les documents allemands fournissent de nombreux renseignements sur des fuites et tentatives de fuite de Juifs, en particulier à l'été 1942.

⁷² Note *DSK*-Bruxelles (Bertrand) du 4.9.1942, CEGES, AA 585/110, II 550/42.

⁷³ Note *DSK*-Bruxelles (Bertrand) du 18.11.1942, CEGES, AA 585/110, II 798/42. Sur les données qui suivent, voir les dossiers SDR de Hans Fritz (né le 13.1.1912), Monique Fritz (née le 3.11.1938), Margarethe Magier, épouse Fritz (née le 17.8.1919) und Szlama Magier (né le 15.3.1896), Service des victimes de guerre (SVG).

⁷⁴ Cf. M. Steinberg, *La Traque...*, vol. II, pp. 96-120.

C'est vrai non seulement pour les départs clandestins vers la France, mais aussi pour l'entrée illégale sur le territoire belge à partir des Pays-Bas. La Belgique constituait une première étape pour d'innombrables Juifs qui, même après le début des déportations, cherchaient à quitter les Pays-Bas pour rejoindre la zone sud de la France, puis éventuellement gagner de là la Suisse ou, via l'Espagne, parvenir outre-mer ou en Palestine⁷⁵. En ce qui concerne l'ampleur des fuites, nous savons simplement que, pour la période après 1941, ce sont quelque 2.000 Juifs au total qui émigrèrent des Pays-Bas, légalement ou non, et survécurent⁷⁶. De plus, on suppose que près de 2.000 Juifs néerlandais furent déportés des camps de Malines et de Drancy⁷⁷. Le nombre de ceux qui se retrouvèrent aux mains des Allemands en franchissant la frontière ne doit pas avoir été négligeable, surtout à l'été 1942. Louis de Jong a fait remarquer que, rien que dans le premier convoi qui, fin août 1942, partit de la province hollandaise du Noord-Brabant pour le camp de transit de Westerbork, se trouvaient plus de 80 Juifs arrêtés alors qu'ils fuyaient la Hollande pour la Belgique⁷⁸.

Différents organes allemands d'occupation collaborèrent à la chasse aux fugitifs juifs. La zone frontalière belgo-néerlandaise fut dès le début de l'occupation contrôlée par le régiment de gardes-frontière Clüver (*Grenzwachtregiment Clüver*), placé sous les ordres du commandant militaire von Falkenhausen⁷⁹. Parmi ses tâches figurait non seulement

⁷⁵ Sur la fuite des Juifs des Pays-Bas dans la période 1942-1944, voir H. Avni, « The Zionist Underground in Holland and France and the Escape to Spain », dans *Rescue Attempts during the Holocaust*, Jérusalem, 1977, pp. 555-590 ; L. de Jong, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de tweede Wereldoorlog*, vol 6.1., La Haye, 1975, pp. 45-49 ; M. Steinberg, *La Traque...*, vol 1, pp. 180-182.

⁷⁶ P. Griffioen – R. Zeller, « Niederlande... », p. 75.

⁷⁷ L. de Jong, *Het Koninkrijk...*, vol 8.2, p. 708 ; G. Hirschfeld, « Niederlande », dans W. Benz (Ed.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1991, pp. 137-165, ici 161, 165.

⁷⁸ L. de Jong, *Het Koninkrijk...*, vol 6.1, pp. 36, 45-49.

⁷⁹ *Allgemeiner Jahresbericht des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich, Kdo.-Stab und Mil.verw.stab*, de juin 1941, CEGES, L3/21, p. B 6-7. Suite à ce rapport, le régiment de gardes-frontière collabora avec des douaniers néerlandais et belges. Il reste à prouver que ce fut également le cas lors de l'arrestation de personnes franchissant illégalement la frontière. Dans le cas du *Grenzwachtregiment Clüver*, rebaptisé en 1943 *Sicherungsregiment 16*, on notera qu'il s'agissait d'une unité de la *Wehrmacht* et non des gardes-frontière appartenant à l'administration des Finances du Reich, qui surveillaient la plupart des frontières en Europe occupée. Ces derniers étaient certes depuis 1940 en poste sur les côtes néerlandaises et belges, ainsi qu'à la frontière avec la France (voir ci-dessous). Mais ce n'est qu'en mai 1943 qu'ils furent envoyés sur la frontière bel-

le contrôle de ceux qui passaient la frontière, mais aussi la surveillance de la zone frontière par des « gardes mobiles » (*bewegliche Sicherer*), c'est-à-dire des soldats de la *Wehrmacht* qui patrouillaient dans les régions frontalières. Dès la première année de l'occupation, l'unité avait appréhendé plus de 15.000 personnes lors de leur tentative pour franchir illégalement la frontière belge⁸⁰. À partir de juillet 1942 au plus tard – c'est le 5 juillet que les premiers ordres de déportation furent donnés aux Pays-Bas – le régiment de gardes-frontière Clüver livra régulièrement aux SS des Pays-Bas des familles juives, des groupes et des isolés arrêtés à la frontière. Des douzaines de vaines tentatives de fuite par des Juifs des Pays-Bas sont documentées dans les archives du bureau d'Anvers du *DSK*, vu que la *Wehrmacht* remettait pour la plus grande part aux enquêteurs anversoises les espèces qu'elle s'empressait de confisquer aux Juifs arrêtés. Comme le montre la correspondance entre services allemands, tous les intéressés savaient que les Juifs fuyaient la Hollande pour éviter la déportation et que les fugitifs remis à la *Sipo-SD* étaient « assignés à la mise au travail »⁸¹.

Les Allemands ne parvinrent pas à mettre la main sur tous les candidats au franchissement illégal de la frontière. Mais celle-ci ne constituait qu'un premier obstacle. Sans cesse, de nouveaux fugitifs juifs qui avaient réussi à passer de Hollande en Belgique se faisaient arrêter à Bruxelles ou à Anvers – parfois par des fonctionnaires du *Devisenschuttkommando*.

go-néerlandaise. Voir à ce propos le résumé euphémique de W. Eulitz, *Der Zollgrenzdienst. Seine Geschichte vom Beginn des 19. Jahrhunderts bis zur Gegenwart* (= Schriftenreihe des Bundesministeriums der Finanzen 6), Bonn, 1968, pp. 166-169. Une première présentation d'ensemble critique sur l'action du *Zollgrenzschutz* durant la Seconde Guerre mondiale (Th. Sandkühler, « Von der "Gegnerabwehr" zum Judenmord. Grenzpolizei und Zollgrenzschutz im NS-Staat », dans *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, n° 16, 2000, pp. 95-154) n'aborde pas la question de la surveillance des frontières entre les Pays-Bas, la Belgique et la France.

⁸⁰ Le rapport du commandant militaire (voir note 79) ne précise pas combien des personnes arrêtées étaient juives.

⁸¹ Voir p. ex. le jugement du tribunal de la *Feldkommandantur* d'Anvers, 3.9.1942, CEGES, AA 585/42/3. Proc. 295/43 ; rapport d'enquête *DSK* Anvers, 31.8.1942, AA 585/42/3, Proc. 288/42.

On compte parmi eux Rosa Samson et son fils adulte Rudolf⁸². Tous deux avaient déjà fui l'Allemagne pour les Pays-Bas, avaient survécu à Utrecht en fabriquant des jouets et tenté sans succès de gagner les États-Unis. Le 17 août 1942, Rudolf Samson, 22 ans, et sa mère, 52 ans, reçurent un ordre de déportation. Immédiatement, ils ôtèrent l'étoile jaune de leurs vêtements, rassemblèrent leur argent et, le 18 août, s'enfuirent en train et en bus jusqu'à la frontière belge à la hauteur de Tilburg, qu'ils franchirent à pied. Ils prirent le bus et le tram jusqu'à Bruxelles, où une personne dont ils avaient obtenu l'adresse aux Pays-Bas leur procura de faux papiers et une chambre d'hôtel. Un au moins de leurs contacts à Bruxelles collaborait cependant avec les Allemands. La voiture qui devait les amener le lendemain matin en France se rendit directement au bureau du *Devisenschutzkommando* au 31, rue de la Loi. Ils furent conduits auprès du douanier Jaeschke, qui fouilla mère et fils, confisqua leur argent, leurs bijoux et leurs timbres et les interrogea sur les circonstances et l'itinéraire de leur fuite, avant de les interner à la prison militaire de Saint-Gilles⁸³. Une semaine plus tard, il livra Rosa et Rudolf Samson au *Judenreferent* avenue Louise, en spécifiant explicitement comme objectif qu'ils « étaient concernés par la mise au travail à Malines »⁸⁴. Comme les documents l'établissent par ailleurs, la trahison des Samson fut le fait du mouchard n° 193 du *Devisenschutzkommando*, qui reçut en récompense 10 % des valeurs réquisitionnées, soit environ 41.000 FB. Rosa et Rudolf Samson furent déportés le 10 octobre 1942 à Auschwitz par le XIII^e convoi.

⁸² Les indications qui suivent s'appuient sur les procès-verbaux des interrogatoires de Rosa et Rudolf Samson par le *DSK* (CEGES, AA 585/54/6, Proc. II 496). Comme ces procès-verbaux constituent une source importante du présent article, il faut rappeler que les déclarations sous-jacentes ont été faites sous la contrainte, la plupart du temps immédiatement après l'arrestation, et ont été couchées par écrit par les organes allemands de répression. Compte tenu de leurs conditions d'obtention, la réalité de nombre de données doit être appréciée de manière critique. C'est ainsi par exemple que beaucoup de Juifs nièrent connaître le nom de tiers qui les avaient aidés à se procurer de faux papiers, à fuir, etc. Dans beaucoup d'autres cas, par contre, il n'y a aucune raison de douter de la validité de déclarations portant sur l'histoire d'une traque personnelle ou d'une tentative de fuite. Des données de ce genre sont prises en compte dans ce qui suit.

⁸³ Hans Jaeschke, né en 1892 à Rywoczyn, était depuis le 15.5.1942 au *DSK*-Belgique. Il participa dans la nuit du 3 au 4 septembre 1943 à la rafle des Juifs belges.

⁸⁴ Lettre de Jaeschke (s. Möckel) à la *Sipo-SD* Bruxelles, 27.8.1942, CEGES, AA 585/54/6, Proc. II 496.

Des Juifs habitant en Belgique qui cherchaient à éviter la déportation à l'Est en gagnant la France non occupée furent également victimes des poursuites du *Devisenschutzkommando* en plein cœur du pays et loin de la frontière française. Exemple : Chana et Mojzek Witelsohn, des jumeaux nés à Łódź en 1924 et respectivement vendeuse et apprenti-tailleur de profession, et leur sœur Mirjam, d'un an leur cadette, avaient reçu le 28 juillet 1942 des ordres de déportation⁸⁵. Ils vivaient avec leur mère et deux frères et sœurs plus jeunes à Saint-Gilles. Le père était mort en juin 1942. Le vendredi 31 juillet, alors qu'ils devaient se rendre à la caserne Dossin, ils quittèrent Bruxelles dans deux voitures avec la famille Topor. Hélène Topor, née à Bruxelles, avait, comme les jumeaux Witelsohn, 18 ans et avait également vécu à Saint-Gilles avec ses parents depuis 1938. Sa mère, Sura Topor, née Felzensztajn, et son père, Moszek Topor, étaient tous deux originaires d'Europe orientale. Ils voulaient, via Namur, fuir en France non occupée et de là en Suisse. Après qu'un mouchard du *DSK* du nom de Herwig les eut trahis, les douaniers Bertrand et Blase effectuèrent un contrôle routier à la sortie de Bruxelles et appréhendèrent les deux familles. Moszek Topor fut le seul d'entre eux à revenir d'Auschwitz.

Pour la surveillance de la frontière entre la Belgique et la France, en application des instructions données par le commandant militaire, la puissance occupante enrôla des douaniers français et belges⁸⁶. À partir

⁸⁵ CEGES, AA 585/54/5. Proc. II 421/42 ; dossiers SDR de Chana Witelsohn (née le 28.3.1924), Mojzek Witelsohn (né le 28.3.1924), Mirjam Witelsohn (née le 21.1.1925), Helene Topor (née le 22.6.1924) et Mojtek Topor (né le 2.2.1898), SVG.

⁸⁶ Ce n'est qu'à proximité de la côte que, sur ordre de l'*Oberkommando des Heeres (OKH)*, la frontière fut, dans l'intérêt de la sécurité militaire, surveillée exclusivement par des douaniers allemands à partir de la fin 1940. La portion de la frontière contrôlée uniquement par des forces de sécurité allemandes, dont l'extension fut modifiée à de multiples reprises, s'étendait à partir de la fin 1941 sur une quarantaine de kilomètres vers l'intérieur au départ de Dunkerque jusqu'à la ligne de chemin de fer Poperinghe-Hazebrouck. Cette donnée, comme les suivantes, ont pour sources : MBB MVChef, 10- Rapport journalier n° 3 du 22.8.1940, p. 25 ; rapport d'activité n° 10 pour le mois d'octobre 1940 du 2.11.1940, pp. 34-35a ; rapport d'activité n° 12 pour le mois de décembre 1940 du 3.1.1941, pp. 33-34 ; rapport d'activité n° 18 pour la période du 1.9. au 1.12.1941 du 21.12.1941, pp. B 20-21 ; rapport d'activité n° 22 pour la période du 1.9 à décembre 1942 du 31.12.1942, pp. A 38-39 ; rapport d'activité n° 24 pour les mois d'avril à juin 1943 du 1.8.1943, pp. B 24-26 ; CEGES, I 3 ; lettre du ministère des Finances du Reich du 7.12.1940 et du 5.5.1943, HStAD, BR 1336, Nr. 17, Bl. 14, 34 ; dossier du *Zollgrenzschutz*, CEGES, AA 585/81. Voir aussi pour le *Zollgrenzschutz* à la frontière franco-belge en général l'analyse dans W. Eulitz, *Der Zollgrenzdienst...*, pp. 176-178, 221-224, qui néanmoins non seulement passe sous silence

de l'automne 1940, elle fit intervenir des douaniers (*Zollgrenzschutzbeamte*) allemands, qui surveillaient l'activité des douaniers indigènes et procédaient entre autres à leurs propres contrôles des personnes quand pointait le soupçon qu'il pouvait s'agir de Juifs.

Les douaniers allemands appartenaient – tout comme leurs collègues du *DSK* – à l'Administration des Finances du *Reich* et furent délégués par le ministre allemand des Finances. Le poste de commandement de Bruxelles des gardes-frontière dont ils dépendaient, qui était depuis le milieu de 1941 responsable de l'ensemble de la frontière franco-belge, était subordonné à l'*Oberfinanzpräsident* à Cologne. En même temps, les gardes-frontière exerçant dans les territoires occidentaux occupés et sur les côtes du Danemark au Midi de la France relevaient de la *Wehrmacht*. Le commandement supérieur de l'armée (*Oberkommando des Heeres, OKH*), ou si l'on veut les commandants militaires qu'il nommait – von Falkenhausen (Belgique et Nord de la France) et von Stülpnagel (France) – s'étaient empressés de déterminer à quelles restrictions la circulation des personnes était soumise et quels documents et visas devaient être présentés lors du passage de la frontière franco-belge.

En 1942, le poste de commandement de Bruxelles avait des ramifications au moins à Charleville (Ardennes), Aulnoye (au sud de Mons) et Tourcoing (entre Courtrai et Lille). Des douaniers allemands étaient présents non seulement à ces endroits mais aussi à de nombreux points de passage de la frontière et dans les trains qui menaient de Belgique en France. Rien qu'à la douane de Feignies (au sud de Mons), trois douaniers allemands arrêtaient en tant que Juifs, entre le 25 juillet et le 7 août 1942, 59 personnes au moins⁸⁷. Cette information repose sur la découverte fortuite de documents et est très probablement incomplète, d'autant que la puissance occupante renforça la surveillance des frontières à partir de l'automne 1942 au plus tard, pour bloquer la fuite des

l'arrestation de Juifs et d'autres groupes de personnes, mais de plus n'est pas toujours fiable à propos des questions d'organisation.

⁸⁷ Dossier du *Zollgrenzschutz*, CEGES. AA 585/81. Sept d'entre eux se déclarèrent eux-mêmes non-Juifs, en dépit de quoi ils furent quand même arrêtés.

Juifs vers la France. Les personnes arrêtées provenaient de nombreuses localités belges, certaines aussi des Pays-Bas⁸⁸.

C'est également des Pays-Bas que provenaient quatre Juifs qui, le 6 août 1942, avaient été interpellés au poste-frontière de Baisieux dans le train de Lille. Le *Zollsekretär* König consigne dans les documents : « Lors du contrôle personnel du D 42, à 1 h 30 le 6 août 1942, un homme me frappa par son comportement agité lors de la vérification belge. Quand je lui demandai sa carte d'identité, l'individu déclara qu'il n'en avait pas. En même temps, je remarquai que deux femmes avec un enfant ainsi qu'un homme suivaient avec nervosité mon contrôle. Je fis venir les quatre personnes avec l'enfant au poste de douane. Au vu de leur carte d'identité, je constatai que toutes ces personnes étaient des Juifs. D'après les données indiquées, elles étaient originaires de Rotterdam et cherchaient à gagner la France non occupée. Elles n'étaient pas en possession de l'étoile juive. »⁸⁹

L'angoisse qu'éprouvaient les personnes arrêtées n'échappait pas aux douaniers responsables, d'autant que plusieurs Juifs déclarèrent lors de leur interrogatoire qu'ils considéraient leur vie comme étant en danger. Le fourreur Sandel Palasz, né à Cracovie en 1912, explique dans sa déposition à la douane allemande : « La raison pour laquelle j'ai quitté le pays, c'est que en partant je voulais sauver ma vie ». Il souhaitait, ajouta-t-il, obtenir en Belgique ou en France un travail comme fourreur pour la *Wehrmacht*. Son épouse Lola, 28 ans, née Rozenzweig, expliqua : « Pour sauver ma vie, j'ai quitté la Hollande. Je souhaite rester en France ou en Belgique pour y travailler. Je n'ai rien d'autre à ajouter. J'attends famille. » Stella Frank, née Ickowicz, une couturière de 43 ans, déclara : « Je suis partie de Rotterdam pour aller quelque part pour sauver ma vie, comme mon mari. J'ai avec moi mon gamin de 7 ans. »

Après avoir signé et refermé le protocole d'interrogatoire, le supérieur de König, l'inspecteur des douanes Hollenbach, informa le représentant de la *Sipo-SD* de Bruxelles et remit le couple Palasz et la fa-

⁸⁸ Les Juifs arrêtés étaient enregistrés à Anvers, Saint-Nicolas, Herselt, Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Bekkerzeel ou Liège.

⁸⁹ « Anzeige des Zollsekretär König gegen den Juden Sandel Palasz wegen Verstoss gegen Auswanderung », poste frontière de Baisieux, 6.8.1942, CEGES, AA 585/81.

mille Frank à la *Feldgendarmerie* de Tournai, qui se chargea d'amener les Juifs arrêtés à l'avenue Louise à Bruxelles. Le 17 août 1942, Sandel et Lola Palasz, ainsi que Stella, Hartog et Louis Salomon Frank furent déportés à Auschwitz.

C'était souvent la *Feldgendarmerie* qui remettait au *Judenreferent* à Bruxelles les Juifs arrêtés à la frontière franco-belge par des douaniers allemands ou les acheminait directement au camp de Malines⁹⁰. Il ne doit sans doute pas se trouver beaucoup de pelotons de *Feldgendarmes* en poste aux principaux points de passage à ne pas avoir été impliqués dans la déportation des réfugiés juifs. Sur base des documents retrouvés à ce jour, on peut en tout cas constater que des *Feldgendarmes* de Maubeuge, Tournai ou Roubaix au moins ont amené à l'avenue Louise ou à Malines des Juifs arrêtés à la frontière française. De plus, le poste de gardes-frontière de Tourcoing a remis dans plusieurs cas des Juifs interpellés à la *Geheime Feldpolizei* de Courtrai.

En ce qui concerne l'ampleur des fuites de Juifs de Belgique vers la France entre 1942 et 1944, les estimations disponibles parlent de quelques centaines de personnes seulement⁹¹. Cette estimation semble bien minimaliste, pour peu que l'on prenne également en considération le nombre des tentatives avortées. Plusieurs des Juifs enfuis des Pays-Bas ou de Belgique qui atteignirent le territoire français furent appréhendés sur la ligne de démarcation qui, jusqu'en novembre 1942, séparait la France non occupée du territoire soumis à la juridiction du *Militärbefehlshaber* et où la *Sipo-SD* à la fin de juillet 1942 estimait pouvoir constater un exode massif de Juifs des Pays-Bas, de Belgique et de Paris vers la zone sud⁹².

⁹⁰ C'est ainsi que la *Feldgendarmerie* en poste à Givet amena le 22 août 1942 à Malines six Juifs qui avaient été arrêtés la veille avec de faux papiers au poste en question. Note du poste-frontière de Givet au bureau de la garde-frontière de Charleville, 22.8.1942, CEGES, 585/54/9, Proc. II 762/42.

⁹¹ L. Lazare. « Belgian Jews in France, 1940-1944 », dans D. Michman (éd.), *Belgium and the Holocaust. Jews, Belgians, German*. Jérusalem, 2^e éd. 2000, pp. 445-455, ici 447.

⁹² A. Meyer, *Täter im Verhör. Die "Endlösung der Judenfrage" in Frankreich 1940-1944*, Darmstadt, 2005, pp. 164-167.

Les mouchards

Comment le *Devisenschutzkommando* débusquait-il les Juifs ? Beaucoup d'entre eux furent victimes de petites rafles auxquelles le *DSK* procéda, par exemple dans des cafés ou à la Bourse de Bruxelles. D'autre part, ses enquêteurs reçurent d'autres services allemands des renseignements sur des Juifs soupçonnés de posséder devises, or, etc. Dans certains cas individuels au moins, ces renseignements se fondaient sur une dénonciation de Belges non juifs⁹³. La source principale d'informations semble néanmoins avoir été les « *V-Leute* », les mouchards. La plupart des organes de la police allemande (à tout le moins la *Sipo-SD*, la *Geheime Feldpolizei*, l'*Abwehr*) recoururent à des agents de ce type.

Les mouchards du *DSK* rassemblaient des informations sur les Juifs qui cherchaient, en les cachant, à protéger leurs biens de l'accaparement par les Allemands ou qui se soustrayaient aux contrôles économiques – ce qui se nommait en jargon nazi « *Schleichhandel* » (contrebande). De plus, ils traquaient les Juifs en quête de faux papiers ou de devises, ceux qui projetaient une émigration illégale ou vivaient planqués. En guise de rétribution, les informateurs “discrets” recevaient 5 à 10 % des valeurs confisquées aux Juifs arrêtés. Cette procédure contribua certainement à ce que les mouchards du *DSK* non seulement espionnent les conversations, mènent des filatures dans les cafés concernés ou infiltrent les milieux qui aidaient les réfugiés, mais aussi à ce qu'ils interviennent comme “agents provocateurs” en se donnant pour fabricants de faux papiers ou passeurs, ou en cherchant à convaincre des Juifs de fuir. Que la situation désespérée à laquelle les Allemands réduisaient les Juifs ait, partout dans l'Europe sous domination allemande, été mise à profit par certains individus pour s'enrichir, on le sait depuis longtemps. Mais, dans le cas qui nous occupe, la véritable perfidie réside ailleurs. Quand les mouchards du *DSK* piégeaient méthodiquement des Juifs, ils agissaient bel et bien avec l'approbation ou même à la requête explicite des occupants allemands.

⁹³ Note GFP Gr. 530 du 14.8.1942, CEGES, 585/54/6, Proc. II 484/42.

En juillet 1942, au café Wellington à la Bourse de Bruxelles, un mouchard adressa la parole à deux Juifs allemands, qui avaient peu auparavant fui les Pays-Bas pour Bruxelles. B. S., commerçant, né à Leipzig en 1906, avait vainement essayé d'Amsterdam, où il vivait depuis 1933, de gagner les USA, avant de franchir en rase campagne avec l'aide d'un passeur, au début juillet, entre Putte et Heide, la frontière vers la Belgique en compagnie de sa famille⁹⁴. S. L., un technicien né à Berlin en 1918, qui avait réussi à Amsterdam même à se procurer de faux papiers de la Ville d'Anvers, s'enfuit en suivant un plan qu'un parent précédemment émigré lui avait préparé, en suivant tout simplement à vélo des chemins de campagne de Breda à Kapellen. S'étant rencontrés à Bruxelles, B. S. et S. L., qui se connaissaient déjà à Amsterdam, se mirent tous deux en quête d'une possibilité de fuir vers la Suisse, lorsqu'ils tombèrent sur le mouchard du *DSK*. Celui-ci se fit passer pour diplomate et leur offrit de les conduire dans sa voiture de fonction en France non occupée. S. L. dit dans sa déposition : « Bien que nous ayons été un peu méfiants au début, nous avons décidé de tout jouer sur une seule carte et d'essayer de parvenir de cette façon en France ou en Suisse. »⁹⁵ Après quoi le *DSK*, le 10 juillet, appréhenda dans les environs de Halle B. S., sa femme S., née S., et leurs deux enfants, ainsi que S. L. Il ressort des documents que le mouchard avait tendu ce piège sur instruction de l'inspecteur des douanes (*Zollinspektor*) du *DSK* Karl Hellvoigt. Le chef du groupe d'enquête du *DSK*-Bruxelles avait activement participé à la mystification et même fait parvenir au mouchard des laissez-passer pour les réfugiés⁹⁶.

Le *DSK* remit les deux enfants à une tante qui habitait Bruxelles. Pour obtenir l'élargissement des trois adultes internés, la tante et le père de S. L., qui vivait à Amsterdam, payèrent au *DSK* des cautions à hauteur de 8.000 \$ au total et se virent de surcroît arracher la déclaration que les Allemands pouvaient porter ces sommes au compte des amendes à infliger – et donc les retenir. Pourtant le *DSK* ne libéra pas le couple S. et S. L., mais trouva un moyen de les faire déporter, alors même que les déportations de Belgique à Auschwitz n'avaient pas en-

⁹⁴ Interrogatoires de B. S. des 11 et 18.7.1942, CEGES, AA 585/54/4, Proc. II 340/42.

⁹⁵ Interrogatoire de S. L. du 11.7.1942, CEGES, AA 585/54/4.

⁹⁶ *DSK*-Belgique au bureau des laissez-passer de Bruxelles, 11.7.1942, CEGES, AA 585/54/4.

core commencé : « Après dépôt des cautions, les inculpés furent relaxés le 18 juillet 1942 et, sur instruction de monsieur le chef du *Devisenschutz* dans les territoires occupés, monsieur le Reg. Staffeldt, mis à disposition du *Devisenschutzkommando*-Pays-Bas à Rotterdam, afin de pouvoir être pris en compte, dans le contexte des mesures actuellement en voie d'application en Hollande contre les Juifs (déportation) »⁹⁷. S. L. du moins réussit pourtant à nouveau à fuir et devait échapper à la déportation à Auschwitz⁹⁸.

La stratégie sophistiquée de persécution consistant à faire miroiter aux yeux des Juifs, par des agents provocateurs, l'illusion de pouvoir quitter le territoire soumis à l'Allemagne fut également fatale à des Juifs qui, contrairement à B. S. et S. L., vivaient déjà en Belgique depuis un certain temps. L'opiniâtreté que mettaient certains informateurs à piéger des Juifs ressort bien de l'interrogatoire de deux hommes qui, le matin du 31 juillet 1942, furent arrêtés avec les leurs et sept autres personnes par deux douaniers du *DSK* dans le train Bruxelles-Lille. Leo Knepel, vendeur, domicilié à Schaerbeek, né en Pologne en 1914 et émigré d'Allemagne en Belgique en 1933, décrit comme suit les procédés d'un mouchard : « Il y a environ trois semaines, un client m'a adressé la parole au café Frasquati et m'a demandé si je ne voulais pas aller en France non occupée. Sur le moment, je n'ai pas pu me décider, mais je lui ai laissé mon adresse. Le 27 de ce mois, le client du café Frasquati a fait son apparition et dit que le départ devait avoir lieu le 31 juillet. Je lui ai expliqué que je ne voulais pas émigrer illégalement. Ce client que je ne connaissais pas est alors venu mardi et jeudi et m'a persuadé par tous les moyens d'émigrer. Je me suis laissé convaincre et j'ai finalement dit oui. »⁹⁹

Au café Métropole à Bruxelles, le mouchard trouva deux autres victimes, dont Saul Knoll. Ce tailleur né en Pologne en 1897, qui travail-

⁹⁷ Rapport de l'*Oberzollsekretär* Jaeschke du 12.8.1942, CEGES, AA 585/54/4.

⁹⁸ Après une nouvelle arrestation à Bruxelles, il séjourna un an et demi comme travailleur au camp de Malines, avant d'être libéré en juin 1944 dans le cadre de l'« échange palestinien ». Sur l'échange de Juifs internés contre des soldats de la *Wehrmacht* faits prisonniers par les Britanniques, voir M. Steinberg, *La Traque...*, Vol. 1, pp. 189-199. Le sort ultérieur de la famille S. n'a pas encore pu être précisé.

⁹⁹ Interrogatoire de Leo Knepel du 31.7.1942, CEGES, AA 585/54/5, Proc. II 419/42. Voir Dossier statut de Samuel Léon Knepel (né le 10.1.1914), SVG.

lait en juillet 1942 comme ouvrier agricole à Woluwe, fit acter dans sa déposition après son arrestation comment l'homme de main des Allemands l'avait persuadé de fuir : « Comme je portais l'étoile juive, il a tout de suite vu que j'étais juif. Il est entré en conversation avec moi et m'a demandé si je ne voulais pas aller illégalement en France occupée. Je lui ai dit que je n'avais pour le moment absolument aucune intention d'émigrer illégalement. Le client m'a alors dit qu'il était en cheville avec une passeuse qui, moyennant garantie, m'amènerait en France non occupée. Il a beaucoup insisté et j'ai donné mon accord. Je lui ai dit que je voulais émigrer vers la France non occupée avec ma fille de 14 ans. »¹⁰⁰

Outre Leo Knepel, sa femme Hélène, 22 ans, née en Autriche, Saul Knoll et sa fille, sept autres personnes appartenaient au groupe que les douaniers Jaeschke et Johannsen¹⁰¹ arrêtaient dans le train de Lille : Rosa Fuchs, 26 ans, lingère, et son mari, son aîné de 13 ans, le photographe Bruno Fuchs, qui avaient fui Berlin pour Anvers en 1939 et vivaient à Bruxelles depuis mars 1941 ; Salo Friedmann, dentiste, né en Pologne en 1904 et qui avait fui l'Allemagne vers la Belgique en 1939, avec son fils de 8 ans ; et Ferdinand Wassermann, représentant, né à Berlin en 1907, sa femme malade, et leur fils de 3 ans.

Outre madame Wassermann, et les deux enfants, le *DSK* interna toutes les personnes appréhendées à la prison militaire de Saint-Gilles et les livra en même temps le 1^{er} août 1942 à la *Sipo-SD*. Que, de manière générale, les internés soient transférés aux fins de déportation n'était pas encore convenu à ce moment entre les deux organes d'occupation. Le *DSK* justifia dès lors le transfert des Juifs en alléguant qu'ils avaient voulu quitter illégalement le pays et avaient contrevenu à l'obligation du port de l'étoile. Dans le style antisémite hargneux des fonctionnaires allemands, cela s'énonçait : « En outre, ils se sont camouflés en Aryens, en ôtant de leurs vêtements l'étoile juive. »¹⁰² La *Sipo-SD* les emmena le 15 août de Saint-Gilles à Malines, où les matricules 387 à 393 leur furent attribués pour le V^e convoi, qui

¹⁰⁰ Interrogatoire de Saul Knoll du 31.7.1942, CEGES, AA 585/54/5, Proc. II 419/42.

¹⁰¹ Le *Zollsekretär* Johannsen était depuis août 1940 attaché au *DSK* de Bruxelles et devait, dans la nuit du 3 au 4 septembre 1943, ayant été entre-temps promu *Oberzollsekretär*, participer à la rafle des Juifs belges.

¹⁰² Rapport du *Oberzollsekretär* Jaeschke du 1.8.1942, CEGES, AA 585/54/5, Proc. II 419/42.

partit pour Auschwitz le 25 août 1942¹⁰³. Le 23 août, la femme de Saul Knoll reçut de Malines le dernier message de son mari¹⁰⁴. Leo Knepel fut le seul à revenir.

Des mouchards eux-mêmes, on ne peut, dans l'état actuel de la recherche, pas dire grand-chose. Ce qui est clair, en tout cas, c'est que le *DSK* utilisa des non-Juifs et des Juifs comme agents. Plusieurs des non-Juifs travaillaient aussi bien pour le *DSK* qu'à leur compte, en faisant chanter les Juifs et en s'appropriant leurs biens. La chose eut lieu en partie sous une forme organisée. Les délateurs et les complices que les différents services allemands réunissaient autour d'eux constituaient manifestement un milieu, qui prêtait main-forte à l'organisation de rafles privées dans la population juive, comme il ressort des documents allemands qui nous sont parvenus. C'est à un groupe de Belges qui pillaient régulièrement des Juifs à leur propre profit depuis septembre 1942 au moins qu'appartiennent par exemple un mouchard de la « section juive » de la *Sipo-SD*, deux ex-agents du *DSK*, ainsi qu'un SS flamand (membre de « *Volksverwertung* »¹⁰⁵) et un camionneur belge. Employés au charroi militaire de la *Wehrmacht*, ces deux derniers amenaient un camion militaire allemand pour transporter le butin. Le tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles condamna quelques-uns des accusés, en mai 1943, pour usurpation de fonction, vol et chantage aux travaux forcés, l'injustice faite aux Juifs passant en l'occurrence pour circonstance atténuante. Le *Kriegsgerichtsrat* Hünnerbein porta explicitement au crédit des accusés, qu'ils n'avaient lésé que des Juifs, « à la protection desquels le *Reich* allemand ne tient pas »¹⁰⁶.

Vol de devises ou persécution des Juifs ?

Le *Devisenschutzkommando* avait pour tâche de procurer à l'économie de guerre allemande des devises et autres valeurs, qui

¹⁰³ Tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles, décision d'encaissement par contumace, 28.9.1942, CEGES, AA 585/54/5, Proc. II 419/42 ; *Mémorial* (note 1).

¹⁰⁴ Dossier *SDR* de Saul Knoll (né le 4.7.1897), SVG.

¹⁰⁵ Organisation antisémite créée en 1937 par l'avocat anversois René Lambrichts.

¹⁰⁶ Sentence de la cour martiale de l'*OFK* 672 du 25.5.1943, p. 21, CEGES, AA 585/54/10, Proc. II 84/42.

étaient pour une part confisquées, pour une autre achetées au marché noir¹⁰⁷. La question se pose dès lors de savoir si le *DSK*, qui s'en prenait également à des non-Juifs, poursuivait des objectifs exclusivement matériels, ou si son activité était marquée par un intérêt plus appuyé pour la persécution antijuive¹⁰⁸. À coup sûr, les douaniers entendaient bien prendre à la population juive ce qu'elle possédait. Ils confisquaient non seulement l'argent liquide, les titres, l'or, les diamants, les montres ou bijoux, mais entraient également en action contre les transporteurs qui livraient leurs vêtements et leur lingerie aux Juifs qui avaient réussi à gagner le Midi de la France¹⁰⁹. Ils mobilisaient une énergie considérable à découvrir les biens cachés par les Juifs. Quand ils disposaient d'indications à cet effet, ils se rendaient dans des prisons ou au camp de Malines, pour contrôler à nouveau des Juifs déjà arrêtés et leurs bagages. Ils procédaient en outre à des perquisitions et abattaient d'initiative des murs dans lesquels ils soupçonnaient que des valeurs avaient été cachées.

Conformément aux accords passés avec le chef de la *Treuhandgesellschaft* de Bruxelles, le Dr. Drath, le *DSK* déposait liquidités, titres et objets de valeur au nom des internés à la Société française de Banque et de Dépôts, placée sous contrôle allemand – c'était vrai également pour le montant des devises achetées pour la *Reichsbank* –, et en avisait aussi bien la section économique de l'administration militaire (Groupe 12) que la *Treuhandgesellschaft* de Bruxelles (*BTG*)¹¹⁰. Les comptes et consignes bloqués pour les propriétaires juifs étaient administrés par la *BTG*. Comme nous le savons, cette dernière n'était pas habilitée à faire main-basse sur les fortunes bloquées et l'essentiel des

¹⁰⁷ Resterait à examiner dans quelle mesure les achats au marché noir et la conversion par la *Reichsbank* des devises confisquées au terme de procès pour délit en matière de devises furent sous la contrainte financés par le budget belge (au titre de dépenses d'occupation ou de *clearing*).

¹⁰⁸ Cette question fait écho à une discussion avec Wolfgang Seibel.

¹⁰⁹ CEGES. AA 585/109, Proc. II 375/41.

¹¹⁰ En décembre 1942, le *Gruppe XII* (« *Feind- und Judenvermögen* ») appartenant à la section économique de Reeder chargea William Frensel de l'estimation des pierres précieuses, bijoux, etc., mis en dépôt par le *DSK*. Compte rendu de l'entretien du 5.3.1942 touchant « Vom Devisenschutzkommando deponierte Wertsachen von Juden », SVG, R497/Tr194.609 (*Treuhandgesellschaft* de Bruxelles), Bl. 98. Sur le rôle de Frensel, *cfr.* E. Laureys, « De beroving van de joodse diamantairs in Antwerpen, 1940-1944 », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 7, 2000, pp. 149-187.

valeurs déposées ne devait jamais être versé au Trésor allemand (*Reichskasse*), mais devait rester en Belgique¹¹¹. Visiblement, la puissance occupante décida de respecter d'abord le droit, belge et international, qui excluait l'encaissement.

Ce qui ne change assurément rien au fait que les autorités allemandes se promettaient, dès cette époque de retirer un bénéfice matériel de la dépossession des Juifs. Car les bureaux responsables, à partir de l'automne 1942 au plus tard, admirent que l'argent d'abord simplement géré par eux échoierait tôt ou tard au *Reich* allemand. Comme le montre un document retrouvé voici peu, trois représentants de la section économique de Reeder – dont le *Kriegsverwaltungsrat* Pichier du groupe « Biens ennemis et juifs » (*Gruppe XII*) – proposèrent dès octobre 1942 au ministère des Finances du *Reich* à Berlin d'utiliser l'argent juif pour réduire les dettes allemandes de *clearing* contractées vis-à-vis du Trésor belge¹¹². Comme justification de leur projet, à l'encontre duquel le ministère des Finances nourrissait des scrupules juridiques, ils firent valoir que l'on pouvait à l'évidence s'attendre à ce que les avoirs des Juifs « reviennent un jour au *Reich*, car les administrations des États étrangers ne voulaient pas de cet argent ». L'administration belge avait déclaré, à en croire les représentants de Reeder : « L'opération juive est une affaire allemande ; l'État belge ne veut rien avoir à faire avec ces fonds. »¹¹³ L'administration belge avait donc expressément refusé de participer à l'expropriation des Juifs. Plus remarquable encore est le fait que les propriétaires juifs ne jouaient au-

¹¹¹ Il n'y a pas lieu ici de s'interroger sur les cas de spoliation directe (Juifs allemands déchus de la nationalité, "*Möbelaktion*", e.a.). Cfr. dans le détail : *Les biens des victimes...*, ainsi que la synthèse de ce rapport par R. Van Doorslaer, « Raub und Rückerstattung jüdischen Eigentums in Belgien », dans C. Goshler – Ph. Ther (éds.), *Raub und Restitution. "Arisierung" und Rückerstattung des jüdischen Eigentums in Europa*, Frankfurt a.M., 2003, pp. 134-153.

¹¹² Pour une présentation succincte du *clearing* – l'un des instruments au moyen desquels l'Allemagne pillait les finances publiques des pays occupés pour financer la guerre – en Belgique, voir L. Nestler (éd.), *Die faschistische Okkupationspolitik in Belgien, Luxemburg und in den Niederlanden (1940-1945). Dokumentenauswahl und Einleitung*, Berlin, 1990 (= *Europa unterm Hakenkreuz*, vol. 4), pp. 39-40.

¹¹³ Note *Min. Dirig.* Dr. Bender (Ministère des Finances du *Reich* Ref. I/3) du 22.10.1942 touchant « Finanzfragen der Militärverwaltung Belgien und Nordfrankreich, Einnahmen und Ausgaben bei Abtransporten von Juden, politische Ausgaben der Militärverwaltung », Bundesarchiv Berlin (BAB), R2/3780, Bl. 166. Alexander Ruoff a attiré mon attention sur ce document et m'en a aimablement procuré une copie.

cun rôle dans le calcul de l'administration militaire. L'état-major de Reeder excluait manifestement dès octobre 1942 que les Juifs déportés de Belgique puissent revenir ou, de l'étranger, faire valoir leurs droits sur leurs biens. Pour autant qu'elle n'ait pas été déjà informée du génocide, l'administration militaire tenait donc à tout le moins l'expropriation des Juifs pour irréversible. Mais alors, dans quel but continuait-elle à ouvrir des comptes nominatifs individuels pour gérer les montants bloqués ? Qu'il ne se soit agi que d'une mesure de camouflage ne peut, dans l'état présent de la recherche, être davantage qu'une hypothèse. En revanche, l'initiative de l'administration militaire à Berlin permet de conclure que les autorités d'occupation procédaient au pillage des Juifs dans l'intérêt du Trésor allemand quand bien même elles ne commençaient pas par voler leurs avoirs, mais simplement par les bloquer et par les placer sous séquestre.

En outre, l'ensemble des sommes confisquées ne fut nullement placé en dépôt. Le *DSK* veilla plutôt à ce que bon nombre de valeurs se retrouvent immédiatement sur des comptes allemands. La *Sipo-SD* reçut une partie des fonds ainsi prélevés – vraisemblablement pour financer le camp de Malines et la déportation des Juifs à Auschwitz¹¹⁴. Une autre partie fut encaissée au profit du *Reich* allemand. Semblable rentrée relevait selon le droit d'occupation du fait qu'on était en présence d'une infraction à la réglementation allemande sur les devises ou aux restrictions de disposition qui frappaient les Juifs. En pareils cas, les tribunaux de guerre n'infligeaient pas seulement des amendes, ils pouvaient aussi ordonner l'encaissement des fonds confisqués¹¹⁵.

Il est important dans ce contexte que les ordonnances émises par le commandant militaire en matière de devises aient interdit d'emporter des valeurs à l'étranger¹¹⁶. L'interpellation de Juifs en fuite vers la France offrait dès lors à la puissance occupante l'avantage matériel de

¹¹⁴ Voir à ce propos *ibid.*

¹¹⁵ Toujours est-il que ce n'est qu'en 1942 que les tribunaux militaires en Belgique encaissèrent, dans le cadre de procès pour délit financier à charge de Juifs aussi bien que de non-Juifs, des valeurs en métaux précieux et devises pour un montant de 4.306.630 *Reichsmark* (au taux de change imposé par la partie allemande, cette somme correspondait à 53.832.875 francs belges). Rapport de l'administration militaire sur son action économique en Belgique en 1942 du 1.4.1943, reproduit dans : L. Nestler (éd.), *Die faschistische Okkupationspolitik....*, pp. 208-211.

¹¹⁶ Comme à la note 53.

pouvoir encaisser les liquidités et objets de valeurs confisqués. Peut-être était-ce là l'une des raisons pour lesquelles le *DSK* persuadait des Juifs d'émigrer illégalement en France. Une autre raison consistait sans doute dans le fait que les émigrants portaient généralement sur eux les biens transportables qu'ils avaient avant leur fuite pu mettre à l'abri des Allemands.

En tout cas, le *DSK* s'employa par tous les moyens à pouvoir transférer sur les comptes allemands l'argent volé aux Juifs. C'est ainsi qu'il créa, relativement aux Juifs qui avaient été arrêtés lors de leur fuite des Pays-Bas vers la Belgique, un état de choses absolument sans précédent. Comme aucune disposition allemande n'interdisait l'importation en Belgique de monnaies étrangères, le *DSK* considéra globalement que les Juifs arrêtés dans la zone frontalière belgo-néerlandaise avaient projeté leur émigration illégale vers la France¹¹⁷. C'est le cas d'Anna-Betsy Philipson, 28 ans, qui fut arrêtée le 10 août 1942 par le régiment de gardes-frontière Clüver. Cette unité de la *Wehrmacht* la livra à la *Sipo-SD* des Pays-Bas et transmit l'argent saisi sur elle au *DSK*-Anvers, qui justifia comme suit l'encaissement projeté de ces fonds devant le tribunal compétent de la *Feldkommandantur* 520 : « Du fait que, ces derniers temps, beaucoup de Juifs hollandais cherchent à se soustraire par la fuite à la mise au travail à laquelle ils doivent s'attendre, c'est à coup sûr aussi ce que voulait faire la Philipson. Pourtant l'hypothèse qu'elle ne voulait que transférer son domicile en Belgique n'est pas vraisemblable, vu qu'en Belgique aussi elle devait s'attendre à être mise au travail. On doit plutôt admettre que l'accusée cherchait à atteindre le territoire de la France non occupée. Avoir emporté de l'argent allemand crée une situation répréhensible. Comme, pour certaines raisons, un interrogatoire dans les camps n'est pas possible, il devrait y avoir encaissement du montant confisqué au terme d'un jugement par contumace. »¹¹⁸ La juridiction de la *Wehrmacht* n'adopta pas que dans ce cas l'argumentaire du *DSK* et ordonna l'encaissement.

¹¹⁷ Au terme de la réglementation allemande sur les devises, seuls passaient pour moyens de paiement internes la monnaie belge ainsi que les bons de crédit de caisse du *Reich* (*Reichskreditkassenscheine*).

¹¹⁸ Rapport d'enquête du *Zollsekretär* Streiter du 31.8.1942, CEGES, AA 585/42/3, Proc. 288/42.

Si le *DSK* avait tout loisir de voler sans difficulté aux Juifs lors de leur fuite le peu qui leur restait, les documents donnent de fait une image du degré de paupérisation de la population juive à l'été 1942. Sur nombre de Juifs qui, contraints et forcés, affrontaient l'incertitude de l'exil ou cherchaient à gagner une nouvelle étape de celui-ci, les Allemands ne trouvaient guère que quelques billets de banques ou un bijou personnel. De même, lors des arrestations opérées sans rapport avec une tentative de fuite à l'étranger, le butin matériel se révélait fréquemment modeste. C'est là une indication du fait que l'expropriation des Juifs au profit de la population allemande ne constituait en rien l'objectif unique du *DSK*.

En fait, les procédés des fonctionnaires se signalaient par une orientation clairement antijuive. Ils ne se limitaient pas à enlever sans plus son bien à la population juive, pas davantage que leurs recherches ne portaient exclusivement sur les Juifs aisés. Ils pratiquaient plutôt ouvertement la traque des Juifs comme un but en soi. Car ils arrêtaient aussi des Juifs et des Juives qui, suite aux interdictions professionnelles édictées par les Allemands, se trouvaient presque totalement démunis. On ne trouva que par hasard certaines des personnes arrêtées. De plus, le *DSK* recherchait des Juifs qui détenaient de faux papiers, vivaient dans la clandestinité ou projetaient de fuir. L'infraction à l'obligation de porter l'étoile pouvait elle aussi servir de motif d'arrestation aux yeux des autorités financières.

À partir de l'été 1942, le *DSK* chercha à contribuer à la déportation des Juifs au moins autant qu'au vol de leurs biens. Si le transfert aux fins de « mise au travail » était, conformément aux directives écrites, censé toucher les Juifs en infraction à la réglementation sur les devises, les douaniers en faisaient plus que leur tâche et remettaient à la *Sipo-SD* des Juifs qui ne possédaient ni devises ni quoi que ce soit qui y ressemble. Caractéristique du zèle qu'ils mirent à collaborer à la déportation des Juifs est un courrier de l'inspecteur des douanes Karl Hellvoigt adressé au *Judenreferent* de la *Sipo-SD*, le *SS-Obersturmführer* Kurt Asche fin octobre 1942. Le chef du groupe d'enquête du *DSK*-Bruxelles cherchait visiblement à exclure qu'un Juif arrêté par ses services échappe à la déportation : « Par courrier en date du 7 juillet 1942, j'ai mis à votre disposition le Juif Bernhard Wajnstock, détenu à la prison militaire de Saint-Gilles à Bruxelles, né le 25 décembre 1916 à

Mainz, dernier domicile à Bruxelles, Quai du Commerce 35. Le 19 octobre 1942, nous avons reçu une lettre de W. dont il ressort que W. se trouve toujours à la prison militaire. Je vous prie de faire en sorte que W. soit amené à la mise au travail. »¹¹⁹

Trois jours auparavant, le 24 octobre 1942, la *Sipo-SD* avait déporté à Auschwitz Bernhard Wajnstock, qui avait été arrêté par Schillings, le collègue de Hellvoigt. La recommandation de Hellvoigt n'eut donc aucune influence. Elle atteste néanmoins que le *DSK* ne fonctionnait nullement comme un auxiliaire passif du *Judenreferent*, mais s'employait activement à ce que les Juifs qu'il arrêtait soient déportés.

La déportation des Juifs avait même, pour les enquêteurs financiers (*Devisenfahnder*), priorité sur la régularisation des valeurs détournées. Lorsque l'inspecteur des douanes Schillings appréhenda en septembre 1942 Wolf Henoeh Slawny, qui fuyait de Belgique vers la France non occupée, il fit remarquer dans le procès-verbal que le change par la *Reichsbank* de Berlin des dollars américains confisqués à Slawny (35 \$) prendrait un certain temps et ajouta : « Afin que le Juif Slawny soit néanmoins mis aussitôt que possible au travail, il doit dès maintenant être remis au SD. Le règlement des sommes confisquées peut avoir lieu plus tard. »¹²⁰ Le 24 octobre 1942, Wolf Henoeh Slawny, 35 ans, né en Pologne, fut déporté de Malines à Auschwitz.

Que le *DSK* n'avait nullement en vue le seul profit matériel de l'occupant, mais poursuivait les Juifs parce que Juifs, le style dans lequel les fonctionnaires annotaient leurs dossiers et leurs rapports d'enquêtes en est une claire illustration. On ne sera pas surpris de trouver dans les documents des stéréotypes antisémites (« une fausseté véritablement juive »¹²¹). Plus frappantes sont les remarques méprisantes et cyniques sur les tentatives de se sauver de la part de la population juive. C'est ainsi qu'il est question dans les textes du *DSK* de « Juifs amateurs d'émigration » (« *auswanderungslustige Juden* »), alors que les trains de la mort partaient pour Auschwitz¹²². Ou encore

¹¹⁹ Lettre du 27.10.1942, CEGES, AA 585/54/4, Proc. II 302/42.

¹²⁰ Note de Schilling du 18.9.1942 (s. Möckel), CEGES, AA 585/110, Proc. II 580/42.

¹²¹ Rapport d'enquête du *Zollsekretär* Streiter (bureau du *DSK*-Anvers) du 19.12.1941, CEGES AA 585/90/1.

¹²² Note du *Zollinspektor* Braun (*DSK-Aussenstelle Antwerpen*) du 22.12.1942, CEGES, AA 585/42/5, F.B. 502-42.

que l'échec de la fuite est commenté dans le procès-verbal d'arrestation en des termes qui ne dissimulent pas la satisfaction personnelle du douanier responsable. En août 1942, le *Zollsekretär* Bertrand remarque, à propos de l'arrestation du Juif bruxellois Szlama Friedman, qui devait être déporté fin octobre 1942 à Auschwitz : « Dans son appartement, Friedman avait fait ses paquets. Son couchage se trouvait par terre. Tout indiquait que Friedman entendait bien disparaître dans les jours à venir, comme c'est le cas de tous les Juifs pour le moment. »¹²³

Par ailleurs, les fonctionnaires du *DSK* attribuaient de l'importance à voir spécifié que les personnes qu'ils arrêtaient répondaient aux critères posés pour la déportation par le *Reichssicherheitshauptamt*. Combien de fois ne concluaient-ils pas leurs notes sur le transfert de Juifs à la *Sipo-SD* par la formule cryptique : « Elle [il] me semble fait pour la mise au travail » (« *Sie [Er] erscheint mir zum Arbeitseinsatz geeignet* »)¹²⁴.

Conclusion

La déportation des Juifs de Belgique n'a pas reposé en premier lieu sur de grandes rafles et autres opérations d'arrestation d'envergure telle l'assignation à se présenter au camp de Malines pour le « travail obligatoire ». À la différence de ce qui s'est fait en France et aux Pays-Bas, les autorités allemandes d'occupation en Belgique se sont plutôt assurées de la majorité des hommes, des femmes et des enfants individuellement ou par petits groupes. Il convient dès lors de rechercher qui fut responsable de ces arrestations, dont nous savons à ce jour trop peu de choses, et dans quelles circonstances elles eurent lieu.

Par rapport au total des victimes, seule une part réduite des Juifs, manifestement, fut arrêtée par des autorités policières belges et la coopération de services belges avec la puissance occupante ne constitue pas la donnée décisive du judéocide. Au lieu de cela, une série d'organes administratifs et de sécurité allemands ont collaboré. Au nombre de ces unités comptait entre autres le *Devisenschutzkommando*, le régiment de gardes-frontière Clüver en position à la frontière belgo-néerlandaise et

¹²³ Note du 20.8.1942, CEGES, AA 585/54/6, Proc. II 499/42.

¹²⁴ Voir p. ex. les dossiers dans CEGES, AA 585/110.

le *Zollgrenzschutz* allemand, qui surveillait la frontière avec la France. Aucun de ces services n'appartenait à l'appareil de la SS. Pourtant la rage persécutrice avec laquelle le *DSK* par exemple procédait contre les Juifs n'avait à coup sûr rien à envier à celle de la police politique.

Le *DSK* s'appuyait surtout sur des mouchards, qui étaient utilisés non seulement comme informateurs, mais aussi comme agents provocateurs, pour prendre les Juifs au piège. On n'échappe pas à l'impression que le recours des Allemands à des délateurs pour arrêter des Juifs en Belgique fut beaucoup plus important que la coopération avec les autorités locales. Quelle est, dans chaque cas, la part des mouchards, dénonciateurs, membres d'organisations belges collaborationnistes et complices juifs dans le drame des Juifs qui se retrouvèrent aux mains de la police allemande ? Quelle importance attribuer, dans l'ensemble, aux complices informels ? De fait, la question doit encore être étudiée.

En tout cas, des milliers d'opérations restreintes d'arrestation, dont fut victime une grosse moitié des Juifs déportés à Auschwitz, ne furent possibles que parce qu'une série de services d'occupation, fonctionnaires et militaires allemands avec l'aide d'auxiliaires locaux ne cessaient de débusquer des femmes, des hommes et des enfants juifs et de les livrer à la *Sipo-SD*. C'est donc un grand nombre d'initiatives et d'actives contributions individuelles qui permirent le judéocide en Belgique.

S'il convient d'une part de décrire les stratégies allemandes de persécution, les organes responsables et l'énergie mise par des douaniers à collaborer à la déportation des Juifs, l'examen des arrestations individuelles d'autre part ne peut qu'enrichir considérablement notre information sur la situation de contrainte que connaissait la population juive ainsi que ses réactions.

Si l'on arrive à déterminer où et dans quelles conditions les Juifs étaient arrêtés, on pourra sans doute aussi tirer au clair si – et, le cas échéant, à partir de quand – ils furent réellement en mesure, dans leur majorité, de quitter leur logement officiel et de trouver d'autres possibilités d'hébergement¹²⁵. Il est certain que bon nombre de victimes

¹²⁵ Il devrait aussi en résulter de nouvelles perspectives de réponse à la question de savoir si le fait considérable que les autorités d'occupation renoncèrent aux grandes rafles constituait en réalité

tombèrent aux mains des Allemands au moment précis où elles essayaient de se mettre en sûreté ou de préparer leur fuite. Des arrestations furent effectuées dans des cachettes, alors que l'on cherchait des devises ou des faux papiers, ou pendant l'émigration illégale vers la France.

Dans les documents qui nous sont parvenus se trouve consignée en bonne place la fuite de Juifs qui, à l'été 1942 encore ou plus tard, cherchaient, des Pays-Bas, à gagner la zone sud de la France via la Belgique. Certains d'entre eux étaient ressortissants néerlandais, d'autres avaient émigré dès les années trente de l'Allemagne nazie.

Bien que des douaniers et des tribunaux de guerre allemands eussent également lancé des procédures contre des non-Juifs qui accueillait des Juifs chez eux, leur vendaient de faux papiers ou se faisaient payer comme passeurs, ce que nous apprend sur le fond l'examen des innombrables opérations restreintes d'arrestation ne concerne pas, à mon avis, les aides ou "sauveurs", et encore moins la Résistance organisée. C'est bien plutôt la manière dont les Juifs, individus comme familles, se défendirent contre la déportation qui peut être exemplairement retracée.

Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de l'histoire de survivants, mais des tentatives pour se sauver de Juifs qui furent assassinés à Auschwitz. Lus en quelque sorte contre leur intention, les documents allemands fournissent une image de la manière dont les Juifs arrêtés, et dont les Allemands entendaient effacer toute trace, défendirent leur vie.

une réponse au passage de la population juive dans la clandestinité ou si ce ne seraient pas plutôt l'attitude de l'administration belge et des considérations tactiques de l'administration militaire qui s'avérèrent déterminantes. Il reste encore à savoir si les Juifs enregistrés à Anvers victimes du judéocide furent vraiment, comme l'admet Lieven Saerens, arrêtés à Anvers, ou encore dans quelle mesure les Juifs enregistrés à Anvers ne furent pas arrêtés, par exemple, dans leur cachette bruxelloise ou lors de leur fuite vers la France.